AP
20
D32
no. 12

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Robert BRASILLACH :
Journal d'un homme occupé (III)

•

José-Antonio PRIMO de RIVERA
L'esprit d'une Révolution nationale

•

Maurice BARDECHE
Les écrivains et la politique

•

Le neutralisme contre l'Europe

•

La Belgique contre la liberté

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2.

2

MARS 1954

PRIX : 100 fr.

SOMMAIRE

RECIT

— Robert BRASILLACH : *Journal d'un homme occupé* (III).

LES IDEES ET LES FAITS

— JOSE ANTONIO PRIMO DE RIVERA : L'esprit d'une Révolution nationale.

— Maurice BARDECHE : Les écrivains et la politique.

— Pierre FONTAINE : Le colonialisme américain.

— D. O. : Le neutralisme contre l'Europe.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

● La Belgique contre la liberté :

— O. DESMET : Pourquoi l'opposition se tait.

— JUS : La législation de la mort légale.

● Echos :

— Une enquête sur les partis communistes européens. — Pour la dissolution des partis communistes. — Des exécutions massives à Hamelin. — Tesford Taylor accusé par ses concitoyens. — Les échanges Est-Ouest et la C.E.D. — Les idées de Molotov sur l'Allemagne.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

— Georges OLLIVIER : L'infiltration communiste aux U.S.A.

— Jacques POILLOT : La Conférence de Caracas.

— Per ENGDAHL : Eléments d'une nouvelle idéologie.

— Francis DESPHILIPPONS : Adieu à Paul Marion.

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

— Une lettre de lecteur à propos du 6 février.

Mars 1954 N° 12 Prix : 100 fr., Belgique : 14 fr. b.

Récit

Journal d'un homme occupé

par ROBERT *BRASILLACH*

(III)

LES CAPTIFS DE L'ARMISTICE

Comme le jour de l'armistice, aujourd'hui, nous paraît loin ! D'autres l'ont appris perdus dans des bourgades infimes du Midi, ou dans les colonies lointaines et stupéfaites, ou sur mer, par un poste nasillard, ou dans Paris déjà occupé, anxieux de l'avenir, soulagés de savoir que la mort, un instant, arrêtait sa besogne. Nous avons appris l'armistice au cœur des bois vosgiens, encerclés par l'adversaire, abandonnés de tous, et comprenant à peine le sens de ce mot, qui n'en avait plus pour nous-mêmes. Et pourtant, si, après tant d'années, nous faisons nos efforts pour ressusciter cette journée de juin, le soleil noir au-dessus de la défaite, tout nous revient d'un coup, avec l'odeur même des pins brûlés, le piétinement des soldats, et les confuses paroles transmises par les ondes.

Dans toute la nation, le mardi 25 juin avait été décrété jour de deuil national. Les ministres précisaient dans leurs discours

(1) Voir les nos 10 et 11 de *Défense de l'Occident.*

au pays que nous tournions une sombre page pour aller vers de nouveaux destins, que la France allait se mettre au travail, que l'honneur était sauf, que notre pays était nécessaire au monde, et toutes sortes de vérités réconfortantes. Le maréchal Pétain déclarait le lendemain :

— *Je n'ai placé hors du sol français ni ma personne ni mon espoir...*

Il ajoutait les phrases depuis devenues fameuses :

— *Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal... n'espérez pas trop de l'Etat... L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié... Je ne serais pas digne de rester à votre tête si j'avais accepté de répandre le sang des Français pour prolonger le rêve de quelques Français mal instruits des conditions de la lutte.*

Ce jour-là, l'armée allemande avait atteint Angoulême et Royan sur l'Atlantique, Aix-les-Bains en Savoie, et d'importantes forces organisées, non touchées par l'ordre de capitulation dans les Vosges, s'étaient rendues au Donon. Le chef de l'Allemagne, dans une proclamation à son peuple, victorieux à l'Ouest « d'un adversaire brave », remerciait Dieu et ordonnait que l'on pavoisât dans le Reich pendant dix jours et que l'on sonnât les cloches pendant sept jours. Pour nous, encore réunis dans le petit village de Biffontaine, où nous buvions nos derniers verres de vin rouge, nous avions appris que le combat avait cessé partout depuis 1 heures 35 du matin, que les armées encerclées étaient considérées comme prisonnières, mais nous espérions vaguement que la captivité ne serait pas longue (le temps de nous dénombrer, sans doute), et que la France allait véritablement commencer sa révolution. Toute la nuit, par les passages obligés, les troupes prisonnières avaient défilé pour être comptées de façon succinte. Nous quitterions Biffontaine le jour même de l'armistice, par petits paquets. Le matin, nous avions réuni les soldats pour leur faire nos adieux : en quatre ou cinq jours, je m'étais fait parmi eux de bons copains, que je quittais avec regret, puisque la loi de la captivité est de séparer les officiers des hommes. Nous nous serrâmes la main, mais j'obtins de monter dans une camionnette avec une quinzaine de gars qui devaient suivre le convoi à destination inconnue dont nous faisions partie. Tel fut pour moi, bref et sec, le jour de l'armistice.

LE VOYAGE AVEC VICTORINE.

Je me souviens de ce voyage. La camionnette avait appartenu jadis à la Maison du Café, sur les boulevards, et en portait encore des marques. Elle n'avait même pas été repeinte pour

les besoins de l'armée. D'ailleurs, elle tombait en panne tous les vingt kilomètres. Le chauffeur, un Parigot charmant, gouailleur, allègre et argotique, sautait de son siège, lui tapotait le moteur, la chatouillait astucieusement en l'appelant Victorine, et elle consentait à repartir. A force de pannes, nous perdîmes la colonne. A Saint-Dié, on nous avait dit d'aller aux Trois-Epis. Nous y vîmes cinq ou six généraux tourner en rond avec mélancolie, mais on nous enjoignit d'aller plus loin. Nous étions seuls, sans un Allemand à l'horizon. Nous aurions pu cent fois nous évader, nous abriter chez des civils, changer de vêtements. L'idée ne nous en vint pas : prisonniers dociles, nous réclamions à tous les vents notre dépôt. Et puis, n'allait-on pas nous libérer immédiatement ? C'était l'opinion unanime. Dans ces conditions, pourquoi chercher des histoires ? Après la nouvelle panne nous remontions sur Victorine, et nous repartions. J'ai plusieurs fois pensé, par la suite, à ce voyage de fous avec une certaine stupéfaction.

Au long des routes, qui pourtant, depuis plusieurs jours, avaient vu passer des milliers de prisonniers, la foule ne se lassait pas d'attendre, de nous verser le café, l'alcool, l'eau, de nous tendre le pain ou les pommes de terre chaudes. Des femmes venaient nous embrasser, des vieilles nous adressaient des paroles de grand'mères. Si gouailleurs qu'ils voulussent se montrer, nos gars étaient émus, parfois, de cette explosion affectueuse, de ce miracle. Soldats vaincus, on les acclamait comme s'ils eussent défilé avec la victoire à leur drapeau, on les aimait. C'est une vision que je n'oublierai jamais, au milieu de ces paysages alternés de cols et de plateaux, ces pins, ces petites villes ravissantes ornées des bois croisés du moyen-âge, ces pierres roses, cette fraîcheur.

Sur le siège avant, avec Henri Prado-Gaillard et le chauffeur de Victorine, nous partagions les conserves dont ce dernier était bardé, et nous évoquions les derniers jours. Quelques-uns, mettant à profit le séjour à Biffontaine, avaient préparé des évasions savantes, acheté des bicyclettes, des vêtements civils. L'un d'entre eux, simple lieutenant de réserve, s'était vu, au dernier moment, confisquer tout le lot péniblement réuni par un lieutenant-colonel d'active qui lui avait démontré par *a* plus *b* qu'un officier supérieur de carrière, même fatigué, était beaucoup plus nécessaire à la révolution nationale en cours qu'un subalterne diplômé qui n'avait, après tout, que son avenir devant lui. L'autre avait eu la faiblesse de se laisser faire, et le colonel, qui s'était emparé de tout, était allègrement parti à vélo, déguisé en péquenot à lorgnons pour de grandes destinées. On devait le revoir, en effet, un an ou deux plus tard, avec des décorations, de l'avancement et de hauts postes. Nous n'y songions pas encore, sur notre route de montagne, avec Victorine toussotante dans

les montées, et notre sort de prisonniers à l'horizon. Aux derniers villages, nous interrogions les soldats de la Wehrmacht par le seul mot allemand que nous connaissions : « *Lager ?* » et ils nous indiquaient la route à suivre. Le soir tombait, avec une pluie fine, comme nous arrivâmes dans la cour d'une vaste caserne, où le spectacle nous rendit muets.

Cinquante mille hommes y avaient été parqués. Les bâtiments militaires n'étant évidemment pas assez vastes pour les contenir, ils campaient dans la cour, sous des toiles de tente militaires, des couvertures tendues sur des bâtons, des étoffes rapiécées, invraisemblable camp de bohémiens sur lesquels semblaient s'être abattues d'un coup la défaite et la misère. Il pleuvait là-dessus, il plut trois jours, tantôt doucement, tantôt avec violence, sur cet invraisemblable village où l'on pataugeait à travers une boue jaune et gluante. Trois jours, c'est le temps qu'il fallut pour vider ce camp de passage, avec une rapidité dans l'organisation qui, plus tard, nous parut remarquable. Sur le moment, nous fûmes consternés. Dès le premier jour, les Allemands amenèrent l'eau potable en camions-citernes. Pour le reste, on était prié de se débrouiller avec les conserves individuelles et les deux « roulantes » qui étaient assiégées par des centaines de mains, deux fois par jour : mais comment satisfaire cinquante mille hommes dépourvus de tout, rassemblés ici provisoirement ? C'est là que j'ai appris une grande vérité, à savoir que les deux piliers de la civilisation sont l'eau potable et les cabinets. Le reste n'est que luxe et broderie. On nous amenait l'eau potable, ce qui était beaucoup. Mais dans cette vieille caserne soudain surpeuplée, toutes les installations hygiéniques étaient bouchées, et il n'y avait même pas de quoi faire des feuillées. Il vaut mieux ne pas décrire le spectacle de certains coins du camp. Je crois que la crainte des épidémies activa l'évacuation. Chaque jour, des trains entiers étaient formés pour Mayence, pour Cologne, pour la Westphalie. On faisait un appel, on choisissait, sans doute au hasard. Nous devions rester là trois jours. On nous avait donné une pièce, où nous couchions sur le carreau nu. C'est là que je commençai à voir d'âpres contestations au sujet des boîtes de conserve, à tel point qu'Henri Prado-Gaillard et moi déclarâmes à voix haute que nous en avions assez de ces bourgeois racornis et que nous préférions déménager. Dès le second matin, en effet, nous nous installâmes dans une cuisine désaffectée avec nos copains de la camionnette de la Maison du Café, le chauffeur de Victorine et sept ou huit gars de bonne humeur, qui procédaient au communisme intégral des provisions. J'avais encore la casserole qui m'avait accompagné dans les bois, un peu d'alcool solidifié, mon matelas pneumatique, bref le luxe : et il y avait là un évier avec l'eau cou-

rante, pour procéder aux plus complètes ablutions. En somme, nous étions des privilégiés.

A travers les allées boueuses du camp de bohémiens, nous explorions les environs. Je tombai sur un de mes anciens camarades de Normale, Marcel Maysounave, fait prisonnier sans une chemise de rechange, sans un paquetage, et nous échangions des souvenirs ironiques sur la cour de Louis-le-Grand, le roman-feuilleton parodique que nous écrivions en classe, André Bellessort et les poissons rouges du bassin de l'école. On faisait des rencontres, c'était très mondain. Il pleuvait presque sans discontinuer. Nous ne savions rigoureusement plus rien des événements extérieurs depuis l'armistice. On disait simplement que les hommes allaient sans doute être renvoyés dans leurs foyers, alors que les officiers seraient maintenus en captivité jusqu'à la paix : tel fut le premier « bobard », par ordre chronologique, que nous ayons entendu. Depuis, nous devions en collectionner d'autres.

Et puis, le samedi 29 juin, après trois jours, on nous annonça que la majorité du contingent allait quitter dans la journée le camp de la misère pour s'installer dans la petite ville voisine, évacuée depuis septembre 1939. Nous logerions dans les maisons abandonnées. Tout cela, en somme, s'était fait avec une grande rapidité, et on nous assurait pour la nuit une organisation meilleure. Nous quittâmes nos carrelages, nos casernes, nos toiles de tente, avec un certain soulagement. On avait formé des compagnies, et on m'avait agglutiné, un peu au hasard, avec quelques artilleurs que je ne connaissais pas, faits prisonniers à Barbey-Seyroux, tout près de Biffontaine. Parmi eux était un garçon joyeux et vivant, qui me plut tout de suite beaucoup, et qui s'appelait Roger Gaillochet. Dans l'après-midi, nous nous installâmes, à huit officiers dans deux pièces de l'appartement du juge cantonal, bien décidés à nous organiser au mieux pour passer agréablement une captivité qui, tous les augures en étaient d'accord, ne serait vraisemblablement pas très longue. Tous ceux que je connaissais étaient éparpillés à travers la ville, presque tous mes camarades de la troisième armée Henri Prado-Gaillard chez le menuisier, Marcel Maysounave chez le boulanger, Raymond Laurent chez le pasteur, mes copains de la Victorine dans un bistro abandonné ou chez le charron. Rien de tout cela n'était très loin.

CHEZ MONSIEUR LE JUGE

Nous voici donc à peu près installés dans la petite ville. Elle devait bien avoir en temps ordinaire six à huit mille habitants, peut-être moins. Nous y sommes cinquante mille, mais

nous n'y sommes pas trop mal. Ce n'est pas un camp encore, c'est une ville, il y a des rues et des maisons de belle pierre grise et rose, une grande place d'armes devant l'église,et Vauban l'a dessinée, et entourée de remparts : rien de plus facile à garder aujourd'hui. C'est un bizarre destin que d'avoir construit, à trois siècles de distance, cette ville forte pour enfermer un jour des prisonniers français. Mais pour moi elle est surtout la pareille et la jumelle d'une autre petite ville de Vauban, au bout des Pyrénées, où je suis allé si souvent dans mon enfance. Cela me touche et cela m'amuse aujourd'hui, de découvrir, dans des boutiques du XVIIe siècle, presque semblables (mais plus belles) à celles que j'ai connues, des soldats tourneurs de cannes établis chez l'épicier, des tailleurs de bagues en laiton chez le crémier et cinquante hommes en kaki dans la salle du tribunal, et chez le pâtissier, vingt autres. Sur la place, dès la première semaine, on a organisé un match international France-Espagne, puisque nous avons avec nous des travailleurs espagnols de l'ancienne armée rouge.

Je suis là, dans la propre maison de M. le Juge, abandonnée il y a près d'un an, avec sept camarades, et, comme on a divisé la ville en quatre divisions, et je ne sais combien de subdivisions, sous la surveillance théorique de deux centaines d'hommes qui se passent fort bien de nous, j'ai décidé de m'occuper de la cuisine pour nous huit. Nous sommes allés chercher une cuisinière je ne sais trop où, nous l'avons installée dans le vestibule (pauvre Mme Juge, plaît au ciel qu'elle n'en sache rien !) puisque la vraie cuisine est à l'autre bout de la maison, et affectée à une autre unité.

Nous occupons le salon et la salle à manger, et il y a sur le jardin un balcon, où je suis vite allé coucher. Il n'est pas question de lits, bien entendu. Mais nous avons tous nos procédés personnels : abandonnant mon matelas pneumatique, j'ai découvert un canapé rouge et étroit, un autre, un sommier, un autre un matelas d'enfant, et Roger Gaillochet un lourd dossier de canapé en cuir qui devait se trouver dans l'antichambre du tribunal et qui ressemble à une banquette de compartiment de troisième classe. Nous voilà installés, pour combien de temps ? dans un climat de bohème qui est léger à nos cœurs. Avec moi, un seul camarade de la guerre, et c'est aussi bien ; la plupart sont dispersés chez le boulanger, chez le pasteur ou chez le serrurier. Je commence vraiment une autre vie.

Il fait un temps mi-pluvieux, mi-ensoleillé, qui convient assez bien aux jours que nous menons. Nous n'avons rien à faire qu'à discuter, et déjà des tournois de bridge s'organisent; Henri Prado-Gaillard parcourt la ville avec des marques, et compare assidûment les méthodes, et le lieutenant Varlot a

planté des oignons et du persil dans un petit enclos chez le menuisier, d'autres écrivent leurs mémoires, et je pèse soigneusement, le matin, les pois cassés et le jambon qui servent à notre alimentation. Notre « maison » est bien organisée : un Flamand, un Marseillais, un Bourguignon sont nos ordonnances. Le Marsaillais s'appelant Rondini, nous leur avons accordé le nom collectif de « Rondini brothers ». Ils n'ont rien à faire d'ailleurs qu'à balayer et à laver la succinte vaisselle. C'est moi qui, à leur stupéfaction, me penche sur les fourneaux. Ils se mettent alors autour de moi, et ils me regardent. J'ai assez fait de feux de bois, jadis ; j'ai aussi assez couru les routes en Espagne pour tirer de nos provisions quelques repas presque somptueux, que nous prenons sur la belle table de salle à manger Lévitan de M. le Juge. Ailleurs, les officiers se sont accordés des cuisiniers : ici, j'ai décidé de tout faire moi-même pour nous huit et nos trois ordonnances ; je meublerai ainsi plus aisément le vide de nos journées. Je suis fier d'avoir fait, avec la dernière boîte de singe qui nous restait, un peu du lard réglementaire que nous touchons chaque jour, et du *komissbrot* pétri avec de l'eau et de la graisse, une sorte de pâté en croûte.

Quant à l'orge perlé, il nous sert à composer des potages et de faux gâteaux de riz au caramel. Et nous avons aussi du son, dont on peut faire des bouillies avec un peu de lard, des crêpes toujours trop molles, une drôle de nourriture, plus cocasse et plus agréable qu'on ne croirait. J'apprécie cette distraction, l'oisiveté est nocive, et il faut d'abord s'occuper Certains d'ailleurs sont ravis, au fond, de leur sort. Les cinquante mille hommes de la ville sont, pour la commodité, répartis en divisions, régiments, bataillons. Il y a eu des intrigues toutes militaires pour les commandements, comme s'il s'agissait d'unités véritables. J'ai vu une carte envoyée par un officier supérieur à sa famille où il déclarait, avec une fierté visible, qu'il commandait maintenant un « régiment » d'un millier d'hommes. Sans doute y croyait-il, le pauvre. Comme les colonels commandant ces « divisions » de prisonniers sont heureux d'avoir le rang de général. Il faut bien se distraire, et ma cuisine et mes papiers ne sont pas, sans doute de plus haute valeur. Quant à Roger Gaillochet, il partage son temps en deux parties : il joue aux tarots quand il pleut, et dès qu'il fait un rayon de soleil, il se dénude le torse, court à la fenêtre, et commence à se faire dorer.

Nous ne nous connaissons guère entre nous. Les camps de prisonniers m'ont tout l'air de ressembler aux auberges des romans picaresques de la bonne époque, où l'on se rencontre, où l'on s'embrasse, où l'on se raconte soudain l'histoire de sa vie. Il y manque, bien entendu, la belle bergère qui est une

princesse, la dolante Andalouse enlevée à minuit, et la femme infidèle du Curieux Impertinent. Le couvre-feu sonne à dix heures du soir. C'est un clairon français qui passe dans les rues de la petite ville, jouer en fantaisie, selon les bonnes traditions militaires. Il fait encore très clair, puisque c'est l'heure allemande, à laquelle nous avons mis nos montres dès notre arrivée, et qu'elle avance d'une heure sur notre ancienne heure d'été. Voici les jours les plus longs de l'année.

Comme nous avons l'électricité, nous camouflerons de couvertures, tout à l'heure, les fenêtres, et nous pourrons un peu continuer à bavarder et à jouer. Les « Rondini brothers » ont desservi la table, et apporté une tisane du soir qui est tout de suite entrée dans nos traditions. Il n'y avait plus grand' chose dans les placards et les tiroirs de Madame Juge : deux pots d'admirable confiture, échappés je ne sais comment aux recherches minutieuses de ceux qui nous ont précédés depuis un an, un flacon de vieux kirsch, un peu de miel noir des Vosges, et aussi quelques paquets de tilleul et de verveine. Sagement, nous en buvons chaque soir, et nous commençons ainsi nos veillées provinciales, si bizarres, de même que je buvais jadis le tilleul chez une vieille tante sourde. Nous sommes assez jeunes : aucun de nous n'a plus de trente-cinq ans. Nous jouons avec application à un jeu qui se nomme « Cambronne ». D'autres font un bridge. Le capitaine Robert fume sa pipe avec économie et béatitude, car nous avons découvert chez le pharmacien plusieurs sachets de tabac naturel, encore en feuilles et en brins et trop sec, mais précieux. J'écris une tragédie sur le papier du Tribunal cantonal.

VACANCES EN UNIFORME

La captivité durera-t-elle longtemps ? Je ne sais plus qui a ouvert, dès le premier jour, un cahier de faux bruits. Il y note chaque soir les nouvelles les plus extravagantes qui circulent. Il nous a déclaré une fois pour toutes qu'il fixait sa captivité à un minimum de cinq ans, et que tout le reste était folie. Alors, non sans ironie, il inscrit les pronostics, les tuyaux « sûrs » de la cuisine ou de la Kommandantur, et il laisse les amateurs d'optimisme se repaître d'illusions. Je dois dire qu'en général on le fuit. Non qu'il soit de tempérament lugubre, tout au contraire : mais la sérénité de son pessimisme paraît à presque tous déplaisante.

La place centrale de la ville, devant l'église, est beaucoup plus grande que la place de l'église de Mont-Louis, qui domine la rue en pente, et où j'allais danser le 25 août dans mon

adolescence. Mais elle lui ressemble un peu, bien que l'église soit d'un style antique un peu plus net, et qu'un puits couvert de mousse remplace la fontaine d'eau vive. Les prisonniers qui se promènent dans la ville lui ont d'ailleurs vite donné un aspect nouveau. Ils ne se contentent pas d'y prendre l'air, ou d'y organiser leurs jeux de ballon, mais un beau jour, à un arbre on a vu apparaître une pancarte, puis dix, puis vingt : ce sont les provinces et les métiers qui se donnent rendez-vous. Les gars de Normandie, de Bretagne ou du Lot se réunissent autour d'un arbre sacré et se donnent des nouvelles du pays. Personne, dans les premiers jours, n'a encore reçu de lettres : au moins peut-on échanger des adresses, se reconnaître. Les Parisiens se réunissent par arrondissement. Il y a aussi, mais les attroupements me paraissent moins fournis, les serruriers, les bouchers, les employés de chemin de fer ou de banque. Il n'y a aucune association de caractère militaire, c'est ce qui frappe. Les régiments, formation artificielle, sont automatiquement dissous, puisque déjà, dans l'organisation provisoire du camp, toutes les unités sont mélangées. Et chacun est revenu aux groupements naturels, ceux des villages et ceux des métiers. Il y a, en outre, quelques farceurs, bien entendu, des unions fantaisistes, et même, mélancoliques, les amateurs de camping et les pêcheurs à la ligne.

Je me promène ici et là, sur cette place. Le hasard ayant présidé à la distribution des arbres à pancartes, les Tourangeaux sont plus proches des Dauphinois que des Angevins, les quartiers de Paris sont dispersés aux quatre coins du monde. Où pourrais-je aller moi-même ? Je vais dire bonjour à quelques gars de Vaugirard, puisque j'ai habité ce quartier, il y a quelques années : cela m'amuse et me touche, d'échanger les noms d'un ou deux marchands de Saint-Lambert ou de la rue de la Convention, dont je me souviens encore. Mais je retourne avec plaisir auprès des chasseurs pyrénéens, dont beaucoup viennent de mes villages. Ils parlent catalan entre eux, je leur donne un peu de tabac, nous faisons des pronostics sur la vendange, et moi qui ai quitté ce pays il y a déjà tant d'années, je m'aperçois que c'est celui qui me tient le plus à cœur. Ainsi entre ces hauts murs crénelés se reforme une image de la nation, la plus naturelle et la plus touchante.

Je vois plusieurs camarades écrire soigneusement tous les détails de leur vie quotidienne, et les moindres grammes de leurs rations. Peut-être n'ont-ils pas tort, et plus tard, ces notations seront-elles ce qui leur rendra le mieux la couleur des heures passées. Copions ici les proportions parfois saugrenues de notre menu officiel, elles font partie de ces journées.

Nous avons, quotidiennement, une boule de *komissbrot* par cinq, ce qui nous assure entre 250 grammes et 300 gram-

mes de pain par jour, 71 grammes de viande (c'est du jambon ou du lard), 21 grammes de marmelade, 7 grammes de légumes secs, 1 gramme 5 de thé, 10 grammes de faux café, 8 grames 9 (sic) de fromage ou de miel artificiel, 15 grammes de sel, 32 grammes de sucre. Tout de suite d'ailleurs on nous a augmenté notre ration de légumes secs qui était dérisoire. Certains jours, on nous a donné des biftecks de cheval, et à la fin, nous avons pu faire venir de la ville voisine quelques légumes et du pain blanc (il est vrai que je préfère, au grand scandale de tous, le pain noir allemand de munition). J'ai fabriqué des compotes avec les prunes du jardin de Mme Juge et le sucre de nos rations.

Sur le balcon de Mme Juge, j'ai traîné dès le premier jour mon étroit canapé bien rebondi, où je dors enveloppé dans une énorme couverture de laine blanche. Un autre camarade en a fait autant. De longs feuillages de lierre et de vigne vierge tapissent le balcon de bois qui court tout au long de la façade intérieure. Devant nous, c'est le jardin envahi d'herbe, avec ses pruniers, ses groseillers, son puits d'eau glacée. On se croirait en vacances, chez quelque parent provincial.

Plusieurs d'entre nous ont placé à la tête de leur lit improvisé, ou sur une étagère, quelques-unes des images qui leur sont chères. Il y a dans le coin de la fenêtre un petit bureau démodé, où Mme Juge devait écrire ses comptes. Nous y tenons, bien officiellement, registre de nos hommes, par région et par profession. Comme nous sommes en majorité des réservistes, nous faisons aussi ce que Raymond Laurent appelle la « salubre distinction entre l'active et la réserve », distinction qui n'est en général pas du goût des Français responsables du camp. Mais dans ce petit meuble, j'ai mis aussi une partie du stock de papier découvert dans les placards, avec ordre de n'en donner à personne. Un peu partout, on vient mendier des feuilles, vieilles factures, almanachs, prospectus, afin de faire des « états » : deux ou trois fois par jour, les états-majors fictifs se livrent au plaisir ravissant de prolonger leur raison d'être et de fabriquer des nomenclatures, verticales ou horizontales, par profession, par arme, âge, situation de famille, pays d'origine, etc. Qui les demande ? Les Allemands ? On n'en est même pas sûr. Je crois que ce sont nos militaires, qui ont toujours adoré les papiers. Mais ce bureau est mon meuble à peu près personnel, qu'on m'a laissé d'un commun accord, et le papier ne servira pas pour les basses besognes de la nomenclature des prisonniers. Sur la tapisserie à fleurs, j'ai cloué quelques images des miens — celles que j'avais dans mon portefeuille — et aussi deux ou trois paysages que j'avais pris chez moi à ma dernière permission pour orner les murs de ma chambre souterraine. C'est une vue rouge des remparts de Marrakech, dominés par des palmiers, bordés d'une file d'ânes. C'est une lanterne dominant un pieu à attacher les gondoles, devant l'entrée du grand canal à Venise. C'est la photographie de l'affiche que Van Dongen avait faite pour Ludmilla Pitoëff dans *Sainte-Jeanne*.

Ainsi ces deux pièces un peu encombrées de meubles sont-elles devenues quelque chose de personnel à notre colonie. Nous avons rangé les meubles les plus beaux, de superbes pièces anciennes, afin qu'ils ne soient pas abîmés, et nous n'avons gardé que ce qui nous est utile, les buffets modernes, les tables. A midi, à sept heures, nous nous mettons à table comme nous nous y mettrions en vacances. Le premier jour, nous n'avions qu'une sardine chacun, épave d'une boîte de réserve. Depuis, nous avons pu organiser des apparences de repas. Il restait à peu près une assiette pour chacun dans le buffet de notre hôtesse malgré elle. Nous sommes allés razzier dans les maisons environnantes deux casseroles, des verres, un pot à eau, quelques ustensiles. Partout, on voyait alors circuler dans les rues des militaires chargés d'un butin indispensable, cordial échange qui donnera beaucoup de mal, pensons-nous, à ceux qui reviendront peut-être et qui iront chercher ici et là ce qui leur appartient. Mais nécessité fait loi. Les Rondini brothers nous ont rapporté je ne sais d'où une marmite et une louche, et vont chaque matin cueillir au jardin, pour nous, les herbes dont nous ferons notre soupe : heureusement, elles sont en général, dédaignées par les soldats, il n'en est pas de même pour les abricots et les prunes qui, en deux jours, jusqu'aux fruits les plus verts, ont été liquidés. Comme tous les enfants, nous avons rêvé, jadis, d'une maison qui serait à nous, où nous ferions ce que nous voudrions, où nous jouerions aux grandes personnes, à la cuisine, à l'organisation. C'est un peu ce qui nous arrive ici, où nous devenons des Robinsons et où nous recréons si curieusement le climat des vacances pour la comtesse de Ségur.

Tout cela, pensons-nous, ne durera pas. Si la nécessité nous force à aller emprunter ailleurs des salières et des couverts, nous ne sommes pas des pillards : nous entassons soigneusement dans la cave les archives des procès du canton, et nous espérons bien que le propriétaire de la cuisinière pourra venir la chercher dans l'antichambre de Madame Juge. Mais sous le buste de Marianne, dans la salle du tribunal, il a bien fallu mettre de la paille pour coucher nos hommes, magré la majesté de la justice.

Eux aussi, le soir, sans doute, ils parlent du passé, imposent à ce décor nouveau les surimpressions anciennes de fêtes au village et de travaux familiers. Pour moi, j'avoue que je dédaigne les interminables exégèses sur l'origine de la guerre et de la défaite qui semblent faire la plus complaisante occupation des prisonniers présents. Je proclame devant chacun que je vais faire faire une pancarte : « Je ne parle pas de la guerre ». Je préfère, lorsque la nuit est descendue, de notre balcon de presbytère provincial, ressusciter avec quelques-unes des visions de Paris entre deux guerres, nos fêtes juvéniles, nos amis inconnus.

Je crois que nous avons eu le privilège d'être rassemblés dans une ville, pourvue d'assez de moyens de confort, avec de l'eau — et même l'électricité — et un espace qui nous paraissait restreint, mais qui était suffisant. D'autres prisonniers ont gardé plus mauvais souvenir des camps provisoires de ce premier mois, ils ont dû se contenter de beaucoup moins, ont vécu entassés dans des casernes sans promenade ou des baraques. Ici, hormis les corvées de propreté du cantonnement, il y a peu de travail pour les hommes. On viendra bien, assez vite, en rassembler pour aller travailler aux champs, d'un côté ou de l'autre du Rhin, mais ce ne sera qu'une minorité, d'ailleurs généralement satisfaite d'échapper à l'oisiveté. Les autres se distraient comme ils peuvent, palabrent, vont aux offices, ou emplissent chaque jour le théâtre de Roland Dorsay, dont j'ai entendu jadis le jazz en vacances, ou à la radio.

Ce théâtre de camp — je n'en connaissais que par le film — aura eu le mérite de fonctionner dès les premiers jours de juillet et de donner une représentation par jour. Roland Dorsay a ressemblé un orchestre je ne sais trop comment, a proposé des « crochets », des tours de chant, des saynètes diverses, avec un superbe brio. J'y suis allé trois ou quatre fois, assez émerveillé de ce que l'on peut faire avec rien. De vagues étoffes laissées par les habitants, des toques de juges ou des voiles de mariée, des blouses de pharmacien, deux pots de peinture oubliés, quelques cartonnages, et il surgit devant nous un music-hall, parfois un peu gros, mais plein d'invention. La salle est une salle de patronage sans doute, remplie jusqu'au bord par un public à qui il en faut peu, mais à qui l'on donne beaucoup. La musique, ce sont les airs restés dans les mémoires : naturellement, pas de partitions. Et Roland Dorsay dessine des costumes, barbouille des toiles, met en scène, fait jouer des profanes, rapetasse des chansons. Il a façonné un petit opéra-bouffe de sept minutes, avec conspirateur à grosse moustache échappé d'un dessin de Dubout, castel moyenâgeux et duel de seigneurs vêtus de papier, qui est une sorte de chef-d'œuvre de simplicité et de rapidité. Des feuilles, des arbres, des buissons peints jaillissent soudain, puis un chœur parodique, sept figures d'espions barbus sans corps, qui chantent comme à l'Opéra, le jaloux tue son rival, la dame au hennin s'évanouit, le rideau tombe

jamais le spectacle n'a été trop long, ce qui est toujours le grand écueil de ces sortes d'entreprises. Et puis, à écouter les faux Tino Rossi, les faux Chevalier, les faux Trénet (il y a même un faux Charpini qui chante avec lui-même en deux voix des duos de *Faust* ou de la *Tosca*), les braves garçons retrouvent leur jeunesse sentimentale, et s'évadent, loin des murailles de Vauban.

*
* *

Nous avons, parmi nos fonctions, une sorte de fonctions de pré-censure. Chacun de nous peut envoyer une lettre par jour à sa famille, et ce n'est pas de trop pour essayer de retrouver les siens dont on ignore presque toujours l'adresse. Ces lettres ou ces cartes, avant d'être remises à la censure allemande, sont vues par les officiers français. Le soir, on nous porte notre moisson, prise dans notre tribunal, et nous lisons rapidement ces mots écrits au crayon, presque toujours, sur des papiers ou des cartons de fortune, ou quelques cartes illustrées découvertes au fond des placards. Je me livre à cette besogne sans ennui.

Bien entendu, la plupart de ceux dont je lis les lettres sont des paysans. L'orthographe est si défaillante qu'on se demande comment des censeurs allemands, même s'ils connaissent parfaitement le français, peuvent s'y reconnaître. Presque toutes sont sur le même modèle, il est vrai. On y donne de ses nouvelles, on en demande. On signale qu'on a eu la bonne fortune de rencontrer un camarade de village, on explique que le travail est à peu près réduit à néant, qu'il faudra envoyer des paquets dès que les communications seront rétablies. On demande de porter des nouvelles aux parents, aux voisins, pour tel ou tel camarade dont la lettre n'arrivera peut-être pas. On espère être rentré pour le 1er Août, pour le 15 Août. Et surtout, on parle des travaux des champs. «Comment vas-tu faire, toute seule, pour la moisson? Pour la vendange, si je ne puis pas ? (Mais je serai revenu, c'est sûr). De chacune de ces lettres, il monte un parfum de fenaison, de moût ou de jardins. Il y a même des conseils pour les bœufs, pour les chevaux. Je n'ai pas eu beaucoup d'occasions pendant la guerre de lire autant de lettre de soldats. J'aime celles-là.

Tous y sont-ils sensibles ? Je n'en suis pas sûr. J'ai vu de grands dadais de bourgeois s'esclaffer devant une orthographe un peu trop fantaisiste, une expression un peu trop tendre. Je sais quelqu'un qui a déclaré froidement à l'un deux, tout confit en respectabilité :

— Si vous vous imaginez que ce que vous écrivez est plus intelligent !

Depuis, on a plus osé se moquer des lettres que nous censurons. Mais j'ai eu l'une des premières preuves de l'égoïme et de l'insensibilité d'une certaine classe sociale dont je devais avoir plusieurs exemples par la suite. Non que je croie le prolétaire naturellement bon. J'ai vu plus tard, ou j'ai entendu raconter, au contraire, quelques traits absolument horribles, qui venaient de soldats. Qu'y puis-je si ceux des officiers m'ont encore plus choqué lorsque j'en étais le témoin? Et dans ces premiers jours, tout à l'espérance du lendemain, aux craintes dépassées, aux souvenirs tendres, aux premières déchirures de la séparation, j'aime mieux ces fraîches lettres de campagnards, que les soucis de beaucoup d'autres.

(à suivre)

Les idées et les faits

L'esprit d'une révolution nationale

par JOSÈ-ANTONIO *PRIMO* DE *RIVERA*

Discours prononcé au Théâtre de la Comédie, à Madrid, le 29 octobre 1933, pour la fondation d ela Phalange Espagnale.

Pas de paragraphe de remerciements. Je vous dis simplement merci, avec le laconisme militaire de notre style.

Quand, en mars 1762, un homme néfaste qui s'appelait Jean-Jacques Rousseau, publia le Contrat Social, la vérité politique cessa d'être une entité permanente. Auparavant, en d'autres époques plus lointaines, les Etats, qui étaient les exécuteurs de missions historiques, gardaient, comme inscrites en face d'eux, et même au-dessus d'eux, la justice et la vérité. Jean-Jacques Rousseau survint pour nous dire que la justice et la vérité n'étaient pas des impératifs de la raison, mais qu'elles étaient, à chaque instant, des décisions de la volonté.

Jean-Jacques Rousseau supposait que la totalité du peuple a une âme supérieure, différente de chacune des nôtres, et que ce « moi » supérieur est doté d'une volonté infaillible, capable de définir à chaque instant le juste et l'injuste, le bien et le mal. Et comme cette volonté collective, cette volonté souveraine, ne s'exprime que par le suffrage — c'est-à-dire que le groupe le plus nombreux l'emporte sur le moins nombreux pour deviner la volonté supérieure — il en résultait que

le suffrage, cette farce des petits papiers enfermés dans une urne de verre, avait le don de nous dire, à chaque instant, si Dieu existait ou n'existait pas, si la vérité était la vérité ou n'était pas la vérité, si la Patrie devait subsiser ou s'il valait mieux qu'à un moment donné, elle se suicidât.

Comme l'Etat libéral fut un serviteur de cette doctrine, il s'érigea, non plus en exécuteur consciencieux des destins de la patrie, mais en spectateur des luttes électorales. Pour l'Etat libéral, il importait seulement qu'un nombre déterminé de messieurs fussent assis autour des tables de vote ; que les élections fussent commencées à huit heures et finies à quatre ; que les urnes ne fussent pas brisées. Comme si ce n'était pas le destin de toutes les urnes d'être brisées. Ensuite, il fallait respecter scrupuleusement ce qui sortirait des urnes, comme si cela importait en quoi que ce fut. C'est dire que les gouvernants libéraux ne croyaient même pas à leur propre mission ; ils ne croyaient pas qu'eux-mêmes fussent là pour accomplir un devoir respectable, mais que tout ce qui pensait le contraire et se proposait d'attaquer l'Etat, pour le bon ou le mauvais motif, avait autant le droit de le dire et de le faire que les gardiens dudit Etat le droit de le défendre.

De là vint le système démocratique qui est essentiellement le plus ruineux système de gaspillage des énergies. Un homme doué pour la très haute fonction de gouverneur qui est la plus haute des fonctions humaines, devait consacrer quatre-vingts, quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-quinze pour cent de son énergie à appuyer des réclamations administratives, à faire de la propagande électorale, à somnoler sur les bancs du Congrès, à aduler les électeurs, à endurer leurs impertinences, parce qu'il allait recevoir le pouvoir des mains desdits électeurs ; à supporter les humiliations et les vexations de ceux qui, à cause de sa fonction presque divine de gouvernant, étaient appelés à lui obéir ; et si, après tout cela, il lui restait un répit de quelques heures la nuit ou de quelques minutes rognées sur un repos précaire, alors il pouvait songer un peu à ses fonctions de gouvernement.

Vien ensuite la perte de l'unité spirituelle des peuples car le système fonctionnant d'après les majorités, tous ceux qui voulaient profiter du système devaient s'efforcer d'obtenir la majorité des suffrages. Et il fallait se les procurer, en les volant si nécessaires, aux autres partis : et pour cela, il ne fallait pas hésiter à les calomnier, à déverser sur eux les pires injures, à truquer délibérément la vérité, à ne jamais manquer aucune occasion de mentir et de salir. Ainsi, la fra-

ternité étant un des postulats que l'Etat libéral exposait sur son fronton, il n'y eu jamais situation de vie collective où les hommes insultés, ennemis les uns des autres, se fussent sentis moins frères que dans la vie turbulente et désagréable de l'Etat libéral.

Et finalement l'Etat libéral nous apporta l'esclavage économique, parce qu'on disait aux ouvriers, avec une tragique ironie : « Vous êtes libres de travailler comme vous l'entendez; nul ne peut vous forcer à accepter telle ou telle condition; mais, comme nous sommes les riches, nous vous offrons les conditions qui nous conviennent ; vous êtes citoyens libres, donc pas obligés de les accepter ; mais vous êtes citoyens pauvres, donc si vous refusez nos conditions, vous mourrez de faim, entourés du plus grand respect libéral ». Ainsi dans les pays possédant les parlements les plus brillants et les institutions démocratiques les plus perfectionnées, vous n'auriez eu qu'à franchir quelques centaines de mètres après les quartiers luxueux pour trouver des taudis infectes où vivaient confinés les ouvriers et leurs familles, dans une promiscuité presqu'animale. Et vous auriez trouvé des travailleurs des champs qui, de l'aube au crépuscule, se tuaient à la tâche, en plein soleil, et gagnaient, pour toute l'année, grâce au libre jeu de l'économie libérale, soixante-dix ou quatre-vingts journées de trois pesetas.

*
* *

Voilà ce qui fit naître le socialisme, et sa naissance était justifiée (nous n'escamotons aucune vérité). Les ouvriers eurent à se défendre contre ce système qui ne leur faisait que des promesses, mais ne se souciait pas de leur fournir des conditions de vie décentes.

A présent, le socialisme, qui avait été une réaction légitime contre l'esclavage libéral, s'est corrompu parce qu'il a engendré : d'abord l'interprétation matérialiste de la vie et de l'histoire, ensuite l'esprit de représailles, enfin le dogme marxiste de la lutte des classes.

Le socialisme, surtout celui que construisirent ,impassibles dans la froideur de leurs cabinets, les apôtres socialistes auxquels les pauvres ouvriers font confiance, et qui nous a valu des gens comme Alfonso Garcia Valdecasas ; le socialisme, ainsi conçu, ne voit dans l'histoire qu'un jeu de ressorts économiques : le spirituel disparaît ; la Religion est l'opium du peuple ; la patrie est un mythe pour exploiter les déshérités. Tout cela, le socialisme le dit. Il n'y a plus que la production, l'organisation économique. Ainsi les ouvriers

n'ont qu'à bien presser leurs âmes pour qu'il n'y reste pas la moindre goutte de spiritualité.

Le socialisme n'aspire pas à rétablir une justice sociale détruite par le mauvais fonctionnement des Etats libéraux, il aspire à la vengeance ; il va plus loin dans l'injustice que les systèmes libéraux.

Enfin le socialisme proclame le dogme monstrueux de la lutte des classes ; le dogme selon lequel cette lutte est fatale et doit nécessairement se déchaîner parce qu'il n'est rien, dans la vie, qui puisse l'apaiser. Et le socialisme qui faisait une juste critique du libéralisme, nous a apporté, par un autre chemin, la même chose que le libéralisme économique : la division, la haine, la séparation, l'oubli de tout lien de fraternité et de solidarité entre les hommes.

*
* *

Il en résulte que, quand nous, les hommes de notre génération, nous ouvrons les yeux, nous nous trouvons devant un monde moralement en ruines, un monde déchiré par toutes sortes de divisions ; et, pour ce qui nous touche de près, nous voyons une Espagne moralement en ruines, une Espagne divisée par toutes les haines et par toutes les rivalités. Et ainsi, nous avons pleuré secrètement en nous-mêmes quand nous parcourions les villages de cette Espagne merveilleuse, ces villages où, aujourd'hui encore, sous l'apparence la plus humble, on découvre des gens doués d'une élégance rustique, sans un geste excessif ni un mot oiseux, des gens qui vivent sur une terre sèche en apparence, toute de sécheresse extérieurement, mais qui nous étonne par la fécondité qu'elle dénote dans la qualité de ses vignes et de ces blés. Quand nous parcourions ces terres et voyions ces gens, que nous les savions torturés par de petit caciques, oubliés par tous les groupes, divisés, empoisonnés par des propagandes sournoises, nous pensions de tout ce peuple ce que lui-même chantait du Cid en le voyant errer par les campagnes de Castille, chassé de Burgos :

« Dieu, quel bon vassal s'il avait un bon suzerain ! »

C'est cela que nous voulons faire du mouvement qui commence en ce jour : ce maître légitime de l'Espagne, mais un maître comme celui de Saint François de Borja, un maître qui ne mourrait pas. Et pour qu'il ne meure pas, ce doit être un maître indépendant de tout intérêt de groupe et de classe.

Le mouvement d'aujourd'hui, qui n'est pas un parti, mais un mouvement, on pourrait presque dire un antiparti, déclare dès maintenant n'être ni de gauche, ni de droite. Parce qu'au

fond, la droite, c'est la tendance à maintenir une organisation économique, si injuste soit-elle, et la gauche, c'est, au fond, le désir de bouleverser une organisation économique, quitte à détruire beaucoup de bonnes choses. Et puis, cela s'accompagne, pour les uns et les autres, de multiples considérations spirituelles. Que tous ceux qui nous écoutent de bonne foi sachent que ces considérations spirituelles priment toutes les autres dans notre mouvement ; mais que notre mouvement ne saurait, en aucun cas, lier son destin à l'un des intérêts de groupes ou de classes qui se cachent sous la division superficielle entre droite et gauche.

La patrie est une unité totale dans laquelle s'intègrent tous les individus et toutes les classes ; la Patrie ne peut être aux mains de la classes la plus forte, ni du parti le mieux organisé. La Patrie est une synthèse transcendante, une synthèse indivisible, avec des buts propres à atteindre ; et ce que nous voulons, c'est que le mouvement d'aujourd'hui et l'Etat qu'il veut créer, soient l'instrument efficace, autoritaire, au service d'une unité indiscutable, de cette unité permanente, de cette unité irrévocable qui s'appelle Patrie.

Et avec cela nous avons déjà le moteur de nos actions futures et de notre conduite présente, car nous ne serions qu'un parti de plus si nous proposions un programme concret. De tels programmes ont l'avantage de n'être jamais accomplis. En revanche, quand on a un sens permanent de l'histoire et de la vie, ce sens propre nous donne les solutions des problèmes, de même que l'amour nous dit dans quels cas nous devons nous fâcher ou nous adoucir sans avoir, à l'avance, un programme déterminé de gronderies et de compliments.

*
* *

Alors, voici ce qu'exige notre sens total de la Patrie et de l'Etat qui doit la servir.

Que toutes les parties de l'Espagne, aussi diverses qu'elles soient, se sentent en harmonie dans une irrévocable unité de destin.

Que les partis politiques disparaissent. Personne n'est jamais né membre d'un parti politique ; en revanche, nous naissons tous membres d'une famille ; nous sommes tous citoyens d'une commune; nous nous consacrons tous à l'exercice d'une profession. Alors si ce sont là nos unités naturelles, si la famille, la cité et la corporation constituent les vraies cellules de la vie sociale, pourquoi avons-nous besoin de l'instrument intermédiaire et pernicieux des partis politiques, qui,

pour nous unir dans des groupes artificiels, commencent par nous désunir dans nos réalités authentiques ?

Nous voulons moins de palabres libérales et plus de respect pour la liberté profonde de l'homme. Parce qu'on ne respecte la liberté de l'homme que quand on l'estime, comme nous l'estimons, porteur de valeurs éternelles ; quand on le regarde comme l'enveloppe charnelle d'une âme qui peut être condamnée ou sauvée. C'est seulement en considérant l'homme sous cet angle que l'on peut prétendre respecter sa liberté, et plus encore si cette liberté s'intègre, comme nous le prétendons, dans un système d'autorité, de hiérarchie et d'ordre.

Nous voulons que tous se sentent membres d'une communauté sérieuse et complète ; c'est-à-dire que les fonctions à remplir sont multiples : les uns avec le travail manuel, les autres avec le travail de l'esprit, quelques-uns avec une autorité conférée par la tradition ou la compétence. Mais que, dans une communauté telle que nous la concevons, l'on sache bien dès maintenant qu'il ne doit y avoir ni parasites, ni fainéants.

Nous voulons qu'on ne célèbre pas des droits pratiquement inaccessibles à ceux qui ont faim, mais que l'on donne à tout homme, à tout membre de la communauté politique, pour cette seule qualité, le moyen de gagner, par son travail, une vie humaine, juste et digne.

José-Antonio Primo de Rivera.

Les Ecrivains et la Politique

M. Jacques Laurent a écrit un article, dont on a beaucoup parlé, pour déconseiller aux écrivains de se mêler de politique. Je comprends cette opinion. Mais, par contre, je n'ai pas très bien compris, en lisant l'article de Jacques Laurent, s'il voulait simplement dire quelques vérités à des écrivains officiels ou s'il leur reprochait d'avoir une conscience partisane ou intermittente ou s'il voulait se demander, en général, si un écrivain doit s'occuper de l'actualité politique. Pour ma part, c'est à cette dernière question que je voudrais répondre, et, plutôt que de reprendre les exemples de Jacques Laurent, je voudrais le faire dans l'absolu et au nom d'un principe.

Disons ce principe, fort malmené depuis dix ans dans la confusion générale : en aucun cas, un écrivain n'a à servir une politique, lorsqu'il aborde la politique, il cesse d'être écrivain.

L'écrivain, ou plutôt, pour parler comme autrefois, le poète, celui qui crée, celui qui se consacre à une œuvre, ne doit avoir rien d'autre devant les yeux que le jugement de l'avenir. C'est cet orgueil seul, cette obsession de la gloire qui lui donne un titre. C'est là sa noblesse, c'est là sa marque, c'est ce choix que fera peut-être, que peut faire un jour le destin qu'on respecte obscurément, même chez les médiocres. Et c'est aussi cette pensée seule qui fait les œuvres des plus grands. Un écrivain, un véritable écrivain, son œuvre est toute pétrie de son temps, mais elle est faite pour les temps qui viendront plus tard. Elle n'a, elle ne veut rien avoir d'éphémère. Elle ne doit rien porter qui la date, rien qui la dépayse dans ces cantons de l'avenir qui seront sa véritable patrie. Et il n'est pas d'écrivain véritable, il n'est pas de créateur, qui n'ait l'ambition de trouver ces mots dont le remercieront bien longtemps après sa mort, des jeunes hommes et des femmes peut-être aussi différents de nous que nous le sommes du grand Khan de Tartarie.

Cette variété d'écrivains est rare, le candidat à un fauteuil est plus fréquent, ce'st entendu. Mais enfin, l'écrivain, c'est cela : l'autre, c'est l'homme de lettres.

Je ne comprends pas comment on peut, dans ces conditions, *se demander si* l'écrivain doit prendre parti dans l'actualité politique. Il est trop clair que l'écrivain vit dans son œuvre, pour son œuvre, et que, par conséquent, lorsqu'il s'occupe de l'actualité politique, ou même plus généralement des injustices ou des crimes qu'engendre la politique, il agit peut-être très honorablement en tant qu'homme, mais il n'agit pas, à ce moment-là, dans cette position-là, en tant qu'écrivain. Il n'ajoute rien à son œuvre, il ne la compromet pas non plus, contrairement à ce que croit Jacques Laurent, en raison de ses mauvais exemples, il *fait autre chose*, et cette autre chose n'a pas plus de rapports avec son œuvre que la course à pied dans laquelle il peut exceller ou le bridge où il peut être un partenaire remarquable.

Quittons un peu notre temps. Si Proust avait écrit des articles pour Dreyfus ou contre Dreyfus, cela nous paraîtrait absolument étranger à *La Recherche du Temps Perdu* et même, si Proust avait consacré beaucoup de temps à défendre ou à attaquer Dreyfus, nous le regretterions amèrement, en songeant aux pages de son livre qu'il n'a pas eu le temps d'écrire ou de retoucher. Et si Racine avait écrit en un libelle ce qu'il dit au roi pour la défense de Port-Royal, ce libelle ajouterait peut-être au *caractère* de Racine, mais il n'ajouterait rien, sans doute, à l'œuvre de Racine, à moins que la beauté de la forme n'en eût fait un livre qui se puisse relire, de notre temps, comme *les Provinciales* ; encore, le poids de l'œuvre de Racine serait-il ailleurs, et ce petit livre imaginaire n'apparaîtrait que comme un *divertissement* du grand poète tragique, qu'un *Œdipe* ou une *Electre* de Racine aurait pu, très heureusement remplacer dans son œuvre.

Qu'un véritable écrivain ne recherche pas la politique, et même qu'il la fuie, qu'il la repousse, qu'il l'exècre, comme un corps étranger, comme un parasite, cela me parait l'évidence même : c'est dans la nature du maniaque, de l'obsédé que doit être un grand artiste. Si MM. Sartre, Mauriac, Thierry Maulnier étonnent Jacques Laurent par la médiocrité de leurs articles politiques, c'est précisément parce qu'ils ne sont pas ces obsédés, ces maniaques de leur œuvre et qu'il leur manque ce signe de la vocation littéraire, de la possession par le démon de la création. Si Jacques Laurent réfléchit, il verra très vite qu'aucun *grand écrivain* n'a jamais écrit de tels articles, ou ce qui leur correspond, simplement parce que tout écrivain

véritable *a horreur* de perdre son temps ailleurs que dans la forêt de son œuvre, et il verra tout aussi clairement, par contre, que tous les écrivains secondaires ont écrit volontiers de tels articles, ou ce qui leur correspondait de leur temps, par besoin de se disperser, par facilité, par occasion.

*
* *

Reste Péguy, reste Hugo, reste Maurras. Restent tous ceux qui ont voulu être, qui ont choisi d'être des *écrivains politiques*. Il faudrait leur trouver un nom, car, en vérité, ils ont choisi un tout autre domaine que celui du romancier ou du poète tragique ; et la comparaison abusive qu'on fait des uns aux autres risque de tout fausser. On les a nommés parfois des clercs, ou des docteurs. Ils ont aussi quelque chose des prophètes, ils en ont la fureur notamment, qui peut être poétique, et, à ce moment-là donner à leur œuvre une valeur littéraire, et même une valeur littéraire éternelle, qui rend légitime leur assimilation aux poètes (de même qu'il arrive incidemment à Racine ou à Corneille ou à Shakespeare de devenir soudain des docteurs de la politique, d'une sorte de politique éternelle, sans rapport avec les drames qui agitent leur temps). La colère, le désespoir peut ainsi inspirer de très grandes voix qu'on entend au-delà de leur temps, même quand les circonstances qui ont provoqué leur indignation ont été oubliées ou sont devenus indifférentes. Cette persistance est exceptionnelle, mais il y en a des exemples : ainsi certaines parties des *Châtiments*.

Reprocher à ces docteurs, à ces prophètes, d'être précisément ce qu'ils sont, ce serait évidemment une absurdité. Mais il faut bien voir ce qu'ils sont. Il faut bien voir, en particulier, qu'ils ont choisi de vivre tout autrement que l'écrivain, qu'ils vivent dans le présent au lieu de vivre dans l'avenir, qu'ils ont sacrifié justement à cette passion du présent le pari sur l'avenir que fait tout écrivain véritable. Leurs œuvres nécessairement dispersées, toutes fumantes et chaudes de la bataille, sont comme des coups d'épée, mais qui sont aussi éphémères que les faits d'armes, qui sont de l'histoire comme eux. Leurs livres sont des événements, ils ne sont pas des monuments. Et il n'est pas un seul de ces écrivains, souvent grands à leur manière, qui ne sache que son œuvre survivra peu ou mal, qu'il n'en restera, dans le meilleur cas, que des fragments. Cela s'applique, notamment, aux *Châtiments*. Disons la vérité, quoi qu'on dise, cela s'applique déjà à Péguy, et à plus forte raison à Bernanos. Et nous savons bien que cela s'appliquera, et plus encore, à Maurras.

Ces directeurs de conscience, ces guides, ces imprécateurs ces possédés de la justice ou de la colère, ces fous qui déchirent leurs vêtements sur la grand'place, ils ont choisi d'être une incarnation de l'histoire, et ils restent en effet, dans la mémoire des hommes, à la manière des héros, pétrifiés dans un geste unique, symboles d'une idée, lave figée de l'histoire, grandiose ou effrayante, cloués comme des hiboux sur le grand portail du temps. C'est leur destin qui compte, ce ne sont pas leurs mots. Tant mieux s'ils furent éloquents et si l'on peut les relire. Tant mieux s'ils émeuvent encore cent ans plus tard et s'ils réveillent la souffrance dont ils ont souffert. Mais ce n'est pas cela qui compte. Ce qui compte, c'est leur destin. C'est la lueur que leur âme a laissée autour d'eux et qu'on voit encore, de très loin, au-dessus des paysages des siècles. C'est la lueur de leur bûcher. Et leurs maîtres, ce ne sont pas Victor Hugo ou même Péguy, c'est Jean Huss, qui écrivait en un mauvais latin ,c'est Savonarole, dont nous ne savons même plus exactement ce qu'il disait. Ce ne sont pas des écrivains, Jacques Laurent, ce sont encore bien moins de futurs académiciens : ce sont des hommes brûlés d'une toute autre flamme, ce sont des hommes dangereux, Jacques Laurent.

Pourquoi ne pas le dire franchement, de toutes les choses qu'on a écrites aussitôt après la terreur de 1945, et qu'on écrit encore souvent maintenant, l'une de celles qui me surprend le plus est l'argumentation par laquelle on prétend défendre les écrivains condamnés. « Ce n'était que de la littérature, dit-on, des mots sans importance, du bavardage... Quelle pitié de prendre cela au sérieux, occupez-vous plutôt des militaires ».

Je n'ai jamais accepté ni pour moi, ni pour ceux que j'ai aimés, ce système de défense. Je ne crois pas que ni Drieu la Rochelle, ni Brasillach soient morts pour des mots qui n'avaient pas d'importance. Ils ont dit les paroles qu'ils devaient dire, que leur conscience et leur colère leur dictaient, et ils sont morts dans leur combat et de leur combat, à leur poste, d'une mort de soldat. Ce qui est ignoble et bas, ce n'est pas de les avoir tués, c'était un risque qu'ils connaissaient et qu'ils avaient accepté, c'est d'avoir essayé de les déshonorer par une parodie de la justice et un procès hypocrite de trahison.

Quand un écrivain, quittant son métier d'écrivain, ou refusant son métier d'écrivain, devient un directeur de conscience de sa génération, tout ce qu'il dit est grave, tout ce qu'il fait est grave. Ce qu'il écrit devient un acte. Il compte parmi les chefs de sa génération, il a le droit de ne pas être

ravalé au rang des amuseurs, il a le devoir de revendiquer ses responsabilités.

La responsabilité de l'écrivain est fondée sur une évolution du monde moderne dont les communistes ont été à peu près seuls à voir toute l'étendue. L'univers moral est une force, une force aussi importante que les forces stratégiques et économiques ; l'armée des consciences et des volontés est une armée invisible mais toute-puissante que les gouvernements s'efforcent de domestiquer comme un animal gigantesque et dangereux ; ceux qui, au nom de leur conviction, de leur vérité. de leur sang, entravent cette conscription des cerveaux et des âmes sont les ennemis les plus redoutables des états-majors de la servitude ; ils sont pareils aux chefs de bande qui lèvent un matin le drapeau de Dieu ou celui du Prophète ou du roi ; ils ne sont pas des « gens de lettres » promis aux honneurs et aux prébendes académiques, mais ils ont choisi une fois pour toutes la voie de la révolte, de la dissidence et de la persécution, et il ne faut pas qu'ils s'étonnent, et ils ne s'étonnent pas, d'être poursuivis, emprisonnés ou assassinés par les fripouilles que la vérité met en péril et pour qui la propreté est mortelle.

Entre *l'écrivain politique* qui conçoit ainsi sa mission et l'Etat, il ne se pose que des questions de force, jamais des questions de droit. Dieu a eu tort de ne pas opposer le mépris d'une grande âme à « l'opinion » de 1945. Brasillach a eu tort de croire qu'il trouverait des juges dans ses ennemis. Tout est permis contre la force injuste. La fuite ne déshonore pas. Le mensonge est légitime. La prison ne doit être acceptée que si elle est une faute de l'adversaire et, en réalité, un avantage dont on espère tirer profit.

Ainsi conçu, *l'écrivain politique* est un soldat. Il n'a plus rien d'un écrivain. Les dangers qu'il accepte sont ceux du soldat, la gloire *historique* à laquelle il aspire est celle du soldat. Il n'est pas plus un écrivain qu'Ignace de Loyola ou Vincent de Paul. Il arrive seulement qu'il soit parfois *en outre*, un écrivain. Mais, à ce moment-là, une fois cette vocation historique acceptée, c'est le métier d'écrivain qui devient un violon d'Ingres. François d'Assise peut bien écrire les *Cantiques spirituels* et Thérèse d'Avila *Le Chemin de la Perfection:* ils sont d'abord des saints, et ils sont, incidemment, ils sont subsidiairement, des écrivains, très subsidiairement comme disent les juges, ce qui signifie que, même s'ils n'avaient laissé aucune œuvre écrite, ils n'en seraient pas moins de très grands saints. Ainsi, dans une autre direction, les écrivains politiques.

***

A vrai dire, les deux catégories d'écrivains que nous venons de mentionner, ceux qui sont volontairement prisonniers de leur œuvre et ceux qui se mettent volontairement au service d'une idée, sont toutes les deux exceptionnelles. Les écrivains sont, en général, d'honnêtes fonctionnaires de la littérature que leur lumière intérieure n'empêche pas de dormir et qui n'ont pas spécialement la vocation du martyre de plus en plus inséparable de l'indépendance de la pensée. C'est évidemment à ceux-là que pense M. Jacques Laurent. C'est pour eux qu'il stipule et conseille.

Disons tout de suite que dans cette zone moyenne de la gent littéraire, on rencontre souvent des gens qui ont du talent et même beaucoup de talent. Je ne nie pas celui des trois hommes que M. Jacques Laurent a pris pour exemple. Je n'ai contre aucun des trois de l'hostilité et j'ai même pour l'un d'entre eux de l'admiration et de la sympathie, ce qui me gêne pour dire tout ce que je pense. Mais je le crois assez intelligent pour ne pas m'en vouloir de ces réflexions qui ne visent personne en particulier, mais qui sont de principe.

En un temps où l'injustice et le mensonge dont les colonnes de l'ordre politique, où l'hypocrisie est la loi, nous pouvons comprendre telle ou telle position personnelle et la juger avec indulgence, mais nous n'avons pas le droit de transiger sur les principes. Or, la question proposée par Jacques Laurent touche aux principes. Dans un pays où la liberté totale d'expression est refusée, où la protestation contre l'injustice est punie par les lois, où la défense de la vérité conduit en prison (et ce pays est notre pays), faire semblant d'être libre, faire semblant de protester, faire semblant d'avoir une conscience est une diversion criminelle qui renforce l'injustice et l'imposture en leur donnant les apparences de la liberté.

Voilà ce que je reproche aux clients de Jacques Laurent. Faux paladins de la personne humaine, cœurs généreux mais affligés de surdité intermittente, défenseur du faible mais défenseurs hémiplégiques, leurs cris ne servent qu'à couvrir avec le haut-parleur de la charité, ces plaintes que leurs maîtres ont intérêt à ne pas laisser entendre. Figurants de la liberté, ils viennent jouer sur le proscenium la comédie de la conscience bouleversée. Ils feignent de croire que leurs désespoirs servent. Ce n'est pas vrai. Leurs désespoirs ne servent pas. Leurs pétitions ne sauvent personne. Leur comédie n'a jamais délivré une seule victime. Et ils le savent. Mais leurs désespoirs, leurs pétitions, leur comédie servent leurs maîtres en leur permettant de faire diversion. Et des millions de naïfs se sentent bonne conscience puisqu'ils ont pleuré sur

Mac Gee et sur les Rosenberg, et ils ne s'aperçoivent pas que l'écrivain salarié a accompli sur eux la besogne pour laquelle il est honoré, payé et décoré, celle de les chloroformer et de les conduire tout doucement sur les rives brumeuses et molles de l'oubli.

Je leur reproche de se faire, par leur fausse indépendance, les soutiens les plus solides du conformisme. Je leur reproche de tromper et de savoir qu'ils trompent Je leur reproche d'être des compères. Et je dis qu'ils sont payés pour cela. Ils font le boniment et ils sont payés en places, en honneurs, en satisfactions de vanité, monnaie de singe qui convient en effet au travail qu'on leur fait exécuter.

Il y a quelque chose d'injuste dans l'article de Jacques Laurent, c'est qu'il ait cité spécialement trois noms. En réalité, ces *m'as-tu vu* de l'indignation sont légion. Presque tout ce qui tient une plume se hâte d'exprimer les gentils petits émois de sa conscience, chaque fois que l'affaire se présente sans risques.

Il y a bien pire qu'eux, qui n'ont pas leur talent. Dieu sait combien de bellâtres de la « pensée française » sont venus pareillement montrer leurs mollets sur la scène, et ils étaient bien plus odieux. Sans parler de la nuée des « gens de lettres » qui reproche surtout au *Figaro* de ne pas faire appel à eux. En vérité, c'est au silence honteux de presque tous nos écrivains devant dix ans de crimes, de mensonges et d'injustices qu'il faudrait faire le procès. Mais ce palmarès nous entraînerait trop loin.

Faut-il déconseiller aux grands et petits fonctionnaires de la littérature de se livrer à des exhibitions de conscience ? Est-ce vraiment la peine ? Au fond, cela ne regarde qu'eux-mêmes et ce qui leur reste d'honnêteté. Les littérateurs ont toujours été conformistes, en dépit des apparences. Leur carrière, leur fortune précaire est au prix de cette facilité. S'ils ne peuvent se passer de faire semblant d'avoir du cœur, disons-leur une bonne fois que nous ne sommes pas tout à fait dupes Cette mise au point peut leur servir peut-être. Mais je ne voudrais pas qu'elle fût inamicale. Ils savent, et nous savons tous, hélas, que l'opinion des écrivains a peu d'importance. Les mieux établis, les plus puissants en crédit ne sont jamais que des auxiliaires : ce ne sont pas eux qui ont l'initiative des campagnes, ni la direction des opérations. Pourquoi exiger d'eux une sorte d'héroïsme dans une fonction aussi subalterne ?

L'indépendance de la pensée se paie. Elle se paie presque toujours très cher. Et nul ne peut dire si tant de sacrifices seront recueillis ou seulement retenus par l'insondable avenir. Il y a un pari à se faire le champion de la vérité et de la justice, un pari qu'on ne gagne pas souvent.

Ceux que le train de ce monde ne satisfait pas, s'ils sont sincères et s'ils refusent de se taire, s'ils refusent aussi de s'affilier à quelque jésuitière tutélaire, il ne leur reste qu'à s'engager dans ces légions maudites qui furent de tout temps le dernier refuge de la liberté. Qu'ils sachent alors qu'ils parleront pour la justice et la vérité, mais qu'ils parleront devant des portes closes, comme des mendiants auxquels on n'ouvre pas. Qu'ils sachent qu'ils écriront dans des journaux qui ne pourront pas les payer, ou qui auront perdu l'habitude, depuis très longtemps, de payer qui que ce soit, dans des revues illisibles, introuvables et d'ailleurs très peu lues. Qu'ils sachent qu'ils n'auront droit ni à la publicité polie qui récompense les carrières décentes, ni à cet avancement qu'on reçoit à l'ancienneté à force de modestie et de soumission. Qu'ils sachent qu'ils seront pauvres. Qu'ils sachent qu'ils seront seuls. Qu'ils sachent que l'opposition a aussi sa discipline et ses mensonges, que, lorsqu'elle devient efficace, elle le devient au prix du compromis et de la contrainte, et que, celui qui refuse ce compromis et cette contrainte, sa voix peut aussi être étouffée par ceux-là même qui combattent auprès de lui. Qu'ils sachent aussi que si les articles de Sartre, de François Mauriac et de Thierry Maulnier sont inutiles, les leurs le seront encore plus. Qu'ils sachent tout cela et qu'ils se lèvent : car tout ce qui a été fait dans ce monde a été fait partout par eux.

Maurice BARDECHE.

Le colonialisme américain

Dans le numéro 10 de « Défense de l'Occident » nous démontâmes la machine de « l'anticolonialisme » américain. Une prompte confirmation vient appuyer notre documentation.

La fusillade du Parlement de Washington organisée par quatre Portoricains, à titre de « démonstration » libertaire, ouvrira sans doute pas mal d'yeux.

Porto-Rico, avec Cuba et les Philippines, furent la rançon de Madrid vaincu lors de la guerre hispano-américaine de 1898. Pendant la grande campagne anticolonialiste déclenchée par l'administration rooseveltienne et menée, en partie, par le propre fils du Président Roosvelt, il était déclaré que les anciennes colonies espagnoles étaient devenues des démocraties libres grâce aux Etats-Unis. Nous soutenions le contraire en affirmant l'hypocrisie de ce système de « protectorat occulte ».

Lolita Lebron, chef des patriotes portoricains arrêtés après la fusillade de la chambre américaine, déclara à la police « Tant que Porto-Rico ne sera pas libre, des choses horribles se produiront ». **Elle ajouta :** « que les Etats-Unis avaient le droit d'envoyer des Portoricains à la guerre, mais que Porto-Rico n'avait pas droit à une véritable représentation politique... que le Parlement de Porto-Rico était composé d'hommes de paille des Américains qui ne voulaient pas donner la liberté à leur pays, etc... ».

Cela ne nous étonne pas puisque nous avons déjà écrit qu'il n'existait qu'un seul moyen de se maintenir — ou de maintenir son influence — sur des terres étrangères occupées. A l'hypocrisie du Département d'Etat de Washington nous opposâmes l'attitude, peut-être dissemblable de la France, mais qui a au moins le mérite de la franchise. Ainsi, les U.S.A. devront repasser pour le titre de « champions de la liberté ». Déjà, en 1950, un Portoricain avait voulu attenter à la vie de Truman...

Et ce qui est vrai pour Porto-Rico, l'est pour Cuba, Hawaï, les Philippines, Panama, les archipels des Mariannes et des Marshall, etc...

*
* *

Le fait portoricain nous intéresse peu en lui-même. Nous ne le retenons qu'à cause de l'attitude américaine dans les affaires intérieures françaises du Maroc et de la Tunisie.

A cause de leur vote à l'O.N.U. avec le groupe de la Ligue Arabe. A cause du soutien ouvertement donné par Mme Eleonor Roosevelt à l'Istiqlal et au Néo-Destour. A cause des campagnes du « syndicaliste ouvrier » américain Irving Brown demandant la « libération » des Marocains et des

Tunisiens, etc... Nous sommes vraiment désolés d'être les seuls Français à établir ce parallèle qui devrait permettre une mise au point générale du « colonialisme ».

Si la France avait une politique musulmane, ou tout simplement une propagande coloniale, elle sauterait sur l'exemple public de Porto-Rico. Elle en ferait des tracts illustrés, peut-être moins luxueux que la revue américaine Madoua destinée aux Nord-Africains français, mais enfin, elle aurait des arguments de valeur à produire sur les Pharisiens. Une fois de plus, il ne sortira rien. Et les attentats individuels continuerons à se perpétrer grâce à des fonds de propagande venus on sait d'où, à Rabat.

Nous suivrons avec curiosité les prochaines séances de l'O.N.U. Aux demandes des délégués concernant le Maroc et la Tunisie, la France pourra peut-être rétablir l'équilibre de la balance en proposant la mise à l'ordre du jour de la libération de Porto-Rico.

***

Quand nous affirmons qu'il est du destin de certaines terres, trop stratégiques ou trop riches, de n'être jamais indépendantes au vrai sens du mot liberté, la dernière aventure du général Naguib nous le confirme. La situation en Egypte se résume en peu de mots : qui dit « Pour Naguib » est favorable aux Américains ; qui dit « anti-Naguib » est favorable aux Anglais.

Naguib voulait faire sa révolution. Le thème était l'éviction des Britanniques. Quel était l'acheteur numéro 1 de l'Egypte ? La Grande-Bretagne surtout pour le coton du Soudan anglo-égyptien et le grand tourisme qui animait le Caire. Hostilité de Naguib, plus de « Visit to Egypt », et le coton s'empila sur place sans acheteurs. Le Soudan avait tout d'abord manifesté son enthousiasme au nouveau régime. Mais la réforme agraire est une autre question... Puis, pas de coton vendu (au moment où celui de l'U.R.S.S. commence à prendre une importance économique), pas de flouss, c'est-à-dire d'argent : misère des Soudanais qui s'échauffent contre Naguib. On croit le moment venu de limoger Naguib. C'était prématuré, l'Egypte n'était pas à la même température que le Soudan. Les pro-Anglais déchantent au Caire, mais se maintiennent à Khartoum. Résultat : 21 morts (officiels) le jour de la visite de Naguib au Soudan. But visé par Londres : séparer le Soudan anglo-égyptien de l'Egypte, l'ériger en royaume indépendant avec un souverain choisi avec soin par lui. Exactement comme en Libye. A plus ou moins longue échéance, nous donnons Londres vainqueur de Washington, à cause du facteur compétence musulmane.

***

De Porto-Rico au Caire, en passant par tous les points du monde occupés avec plus ou moins d'hypocrisie, le problème est le même. Alors, si l'on nous fichait un peu la paix chez nous ? Car, imaginez que la France n'achète plus du tout de marchandises au Maroc et à la Tunisie ! Alors naîtrait une misère indescriptible.

Pierre FONTAINE.

Le neutralisme contre l'Europe

Nous nous sommes sentis plusieurs fois d'accord avec certaines des positions prises par l'Union Française des Fédéralistes, que dirige en France Henry Frenay, et en Allemagne, malheureusement, le suspect Kogon. Dans notre dernier numéro, nous citions et approuvions l'excellente intervention que, seule parmi les mouvements européens, l'Union Française des Fédéralistes fit à propos de l'affaire Ernst. Et nous ne sommes pas moins d'accord, au moins en de nombreux points, avec la brochure que vient de publier récemment Michel Collinet, *Le Neutralisme et l'Europe*, avec un avant-propos d'Henry Frenay (brochure éditée par la revue *Monde Nouveau Paru*, organe de l'Union Française des Fédéralistes).

Cette brochure décrit fort bien l'évolution du neutralisme de *L'Observateur* et du *Monde* qui, parti, il y a cinq ans, de la formule (qui reste très juste) *Ni Washington, ni Moscou*, se retrouve aujourd'hui contre l'Europe et pour Moscou. Elle montre aussi le mouvement, bien connu de nos lecteurs pour lesquels nous l'avons maintes fois analysé, qui rapproche aujourd'hui les nationalistes réactionnaires et les forces crypto-communistes sur une position de soi-disant défense nationale qui ne profite en fait qu'aux buts politiques de Moscou. Elle dénonce, en somme, cette espèce de conspiration de front populaire, que nous dénonçons également, de notre côté, depuis près d'un an, et explique pourquoi le vote sur la C.E.D. est au cœur de tout ce dispositif. Sur l'ensemble de cette analyse, nous sommes parfaitement d'accord, et nous voudrions ici plutôt la compléter que la corriger.

***

D'abord, il nous paraît important de faire une distinction préliminaire que M. Michel Collinet ne fait pas : la conjuration neutraliste de front populaire est une chose, la conjuration du renversement des alliances en est une autre. Par les personnes qui les préconisent, aussi bien que par leur contexte politique, il s'agit de deux opérations bien différentes.

La conjuration du renversement des alliances est une opération de droite et du centre. Elle jouit de l'appui compromettant du parti communiste, mais prétend tenir le parti communiste à l'écart de l'opération. Elle est, et c'est aussi un point essentiel, une opération qui se réfère à l'Europe d'avant-guerre, et qui pose les problèmes de force en Europe comme ils pouvaient se poser en 1939, niant l'évolution elle-même qui a conduit à proposer l'idée européenne.

La conjuration de front populaire est une opération plus vaste, axée sur des éléments de gauche et cherchant à s'étendre éventuellement sur le centre et la droite. Les communistes en font partie moralement et tout le monde sait bien qu'il faudra, dans cette combinaison, leur faire effectivement une place

et leur rendre la position qu'ils avaient en 1946. Cette opération qui prétend aboutir à une Europe neutre, *démocratique* et désarmée, admet les circonstances nées de la guerre et la nécessité de formations supra-nationales, mais elle se propose d'utiliser ces circonstances pour faire peu à peu des nations européennes des satellites de la Russie soviétique.

En somme, le renversement des alliances vise à nous ramener à 1939 et le front populaire vise à nous ramener à 1945 ; le refus de toute combinaison franco-allemande étant au centre des deux opérations.

Le caractère du neutralisme est de se situer dans le cadre de la seconde opération. Les neutralistes ne sont pas tellement des Européens qui ont cessé de l'être : ils n'ont cessé de l'être, en vérité, que pour des raisons pratiques, mais ils sont prêts à le redevenir quand le « progressisme » leur offrira à son tour une version européenne compatible avec leurs buts secrets. En réalité, ce sont des Européens qui, au cas où l'Europe ne pourrait rester neutre, préfèrent qu'elle soit entraînée, *par la force des choses*, dans le camp de Moscou plutôt que dans le camp américain. Le fond de leur pensée est de ne rien préparer qui puisse nous défendre contre Moscou, tout en utilisant l'océan qui nous sépare de l'Amérique. *La force des choses* qu'ils n'auront pas voulue, qu'ils auront fait semblant de ne pas solliciter, fera donc tomber l'Europe dans la zone géographique rouge, tandis que, dans le cas d'un stationnement des troupes américaines en Europe, *la force des choses* la fait tomber dans la zone géographique capitaliste. Le neutralisme, c'est la transposition, en termes stratégiques, du « pas d'ennemis à gauche » d'autrefois.

***

Il résulte de cette analyse préliminaire que Michel Collinet reste à la surface des choses quand il voit l'essentiel du neutralisme dans l'affirmation : Ni Washington, ni Moscou. Cette affirmation n'est qu'un slogan derrière lequel peut se dissimuler le neutralisme. Mais l'essence du neutralisme est ailleurs. Elle es dans un choix préétabli, dans une vocation « pour Moscou » qui tient au fond même de ses conceptions politiques, et que le slogan ni Washington ni Moscou n'est qu'une manière de dissimuler habilement au public.

Ce n'est donc pas l'idée même « ni Washington, ni Moscou » qui est mauvaise en soi, c'est le contenu que *L'Observateur* ou *Le Monde* lui donnent : c'est-à-dire la volonté d'écarter toute protection américaine ou autre et de faire de l'espace européen une proie naturelle de Moscou.

La politique d'indépendance européenne que révèle la formule « ni Washington, ni Moscou » est nécessairement le but final de toute politique européenne, et ce but est si peu niable que, dans son avant-propos, Henry Frenay, président de l'Union des Fédéralistes, fait la déclaration suivante : « Pour mes amis et moi, militants fédéralistes, si nous voulons « faire l'Europe », c'est aussi, dans une certaine manière, pour échapper au dilemme « Washington ou Moscou » qui, un jour, pourrait brutalement s'imposer. Si nous voulons réaliser l'unité de notre continent, c'est notamment pour redonner aux pays européens un poids dans les affaires mondiales que leur division et leur relative faiblesse leur ont actuellement ôté. C'est dans l'Europe et par elle qu'on pourra retrouver cette indépedance économique qui, aujourd'hui, nous a échappé. »

Si M. Henry Frenay est d'accord avec l'objectif final de l'indépendance de l'Europe, s'il veut échapper lui aussi, dans l'avenir, à la fois à l'emprise de Washington et à celle de Moscou, il faut bien admettre que les choses ne sont pas si simples et qu'on ne peut pas condamner, sans commentaire, la formule « ni Washington, ni Moscou ». Quelles sont donc les marques extérieures qui serviront à identifier incontestablement le neutralisme ?

***

La brochure de Michel Collinet nous permet d'en identifier au moins deux. La première est la reprise, sur un mode ou un autre, de l'*U. S. go home* de la propagande communiste. **La seconde est l'attitude négative** à l'égard du rapprochement franco-allemand.

Toutes les deux sont des impératifs politico-stratégiques. Il s'agit toujours, par des moyens politiques et sous des prétextes politiques, de ne dresser *aucun obstacle* sur la route de la conquête de l'Europe par les Soviets. C'est par ce contenu *stratégique* de leur politique que les neutralistes se démasquent eux-mêmes comme crypto-communistes. Nous montrions dans un précédent article comment les missions des partis communistes sont proprement, à l'heure actuelle, des missions *stratégiques* (1). Les neutralistes, en servant le plan stratégique du communisme, se dévoilent comme des complices, comme une aile marchante du communisme.

Inversement une attitude européenne positive se caractérisera par la volonté de donner à l'Europe, une force autonome qui rende l'espace européen inviolable.

Il ne dépend pas de nous que cette situation ne puisse être que progressive. L'armée européenne autonome ne peut se constituer que dans un espace abrité. Il est fâcheux, mais il est inévitable que cette couverture lui soit fournie par des divisions américaines provisoirement stationnées en Europe. Notre objectif doit être de relever le plus tôt possible les forces américaines par des forces européennes, et de mettre fin alors, mais alors seulement à la présence des troupes américaines sur le sol européen.

De même, la collaboration militaire et économique étroite de la France et de l'Allemagne est la base même de toute défense européenne. Quiconque **travaille, directement ou indirectement, à empêcher le rapprochement franco-allemand**, quiconque l'entrave sournoisement par le nostalgisme, la haine raciale, l'historicisme, travaille en réalité pour la réalisation des objectifs stratégiques de l'armée rouge.

Cela dit, et en cela nous sommes parfaitement d'accord avec l'Union Française des Fédéralistes, l'indépendance de l'Europe entre les deux blocs nous paraît l'objectif essentiel de toute action européenne et sa justification profonde.

Dire « Ni Washington, ni Moscou », ce n'est pas comme le croit Henry Frenay un jugement de valeur, c'est une affirmation de fait : cela veut dire que nous souhaitons *en fait* l'indépendance de l'Europe. Dans la mesure où ce slogan contient un jugement de valeur politique, il veut dire que nous désirons chercher une solution politique pour l'Europe qui soit au-delà du capitalisme libéral et du marxisme. Nous ne désirons nous lier ni à une conception du monde ni à une autre : nous désirons trouver quelque chose d'autre, voilà tout.

Nous voulons que cette Europe soit une Europe ouvrière et qu'elle repose essentiellement sur une juste répartition de la production et sur la liberté. En tant qu'elle aspire à une juste répartition de la richesse, elle ne peut se lier au régime américain qui confie à une minorité de privilégiés la distribution et l'utilisation de toutes les richesses nationales. En tant qu'elle aspire à un régime de liberté compatible avec un régime de justice, elle ne peut se lier au régime de la dictature d'une seule classe sociale. Dire « ni Washington, ni Moscou », c'est choisir un slogan qui a un contenu politique positif., cela ne consiste pas à *comparer* deux régimes, ni à les renvoyer dos à dos, cela consiste à en préconiser un autre.

Ajoutons que cette indépendance de fait de l'Europe est d'autant plus souhaitable qu'elle seule permet l'espoir d'un arrangement pacifique des questions territoriales qui se posent en Europe.

La présence d'un général américain au commandement de l'armée européenne-atlantique ne nous paraît pas de nature, par exemple, à simplifier le dialogue avec la Russie. Il est naturel que, dans l'avenir, et cela aussi tôt que possible, l'armée européenne devienne une armée autonome sous commandement européen. De même le mécanisme du pacte atlantique est,

assurément, un obstacle à des négociations. Tout en tenant compte de la vulnérabilité de l'Europe et de la prudence que cette vulnérabilité doit nous conseiller, il pourrait être utile de reconsidérer le pacte atlantique et de s'orienter vers une alliance de type classique entre une Europe indépendante et les Etats-Unis. Une telle alliance nous donnerait plus de liberté de manœuvre sur le plan diplomatique, et il serait facile de s'arranger pour qu'elle nous assure la protection dont l'Europe a besoin pendant la période de mise en place du dispositif militaire et politque européen. Tout cela n'est pas du neutralisme, mais du réalisme, et nous aurions tort de laisser ces arguments de bon sens à la disposition des adversaires de l'idée européenne.

Ayons la franchise de le constater : l'Europe de Washington, l'Europe atlantique est un complexe américano-européen dont le centre de gravité est quelque part dans l'Océan Atlantique et qui se résigne trop bien à ce que sa frontière orientale soit sur l'Elbe, l'Europe réelle est une Europe continentale qui doit rechercher les conditions politiques qui lui permettent de poser le plus pratiquement les questions essentielles de son existence continentale. L'indépendance de fait est une de ces conditions. Elle est même la condition capitale de tout dialogue utile.

***

Voilà donc pourquoi nous continuons à dire « ni Washington, ni Moscou », tout en combattant résolument le neutralisme, masque du crypto-communisme en Europe.

« Ni Washington, ni Moscou » n'est pas la devise des neutralistes, aspirants sournois à la vassalité moscoutaire. C'est la devise de tous ceux qui croient à l'Europe.

La refuser pour l'avenir, c'est dire qu'on ne croit pas à ce que nous faisons. C'est dire aussi qu'on n'accepte pas les conditions de ce que nous faisons.

Car ceux-là qui ont peur de voir l'Europe s'engager sur la haute mer de l'indépendance ont peur, en réalité, du tête-à-tête France-Allemagne auquel cette Europe indépendante aboutirait. S'accrocher à Washington, c'est pour eux un moyen de s'assurer en permanence la présence d'un inspecteur dans le vestibule de l'immeuble. Ce ne sont pas là les conditions de la santé politique, encore moins de l'avenir. L'Europe sera indépendante ou elle ne sera pas. Et pour qu'elle soit indépendante, il ne faut pas qu'elle ait à *demander permission* à personne, ni à Washington, ni à Moscou.

D. O.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

LA BELGIQUE CONTRE LA LIBERTE

Un groupe de camarades belges s'est adressé à Défense de l'Occident *pour lui demander de donner régulièrement sur la Belgique des nouvelles et commentaires que la grande presse refuse de faire connaître. Nous sommes heureux de leur ouvrir notre revue pour l'expression de leurs idées. Dans les articles qui suivent, nos lecteurs seront informés tout d'abord des limitations qui sont imposées en Belgique à la liberté politique par la législation de contrainte et de discrimination née de la guerre.*

Pourquoi l'opposition se tait

L'article 123 sexties du Code Pénal Belge est célèbre. Il est la consécration de la démocratie obligatoire et hypocrite. Grâce à cet article, inspiré d'un réel « racisme politique », il a été créé, en Belgique, un groupe important de demi-citoyens, sorte de nouveaux « juifs politiques ».

La répression, comme disent les bien-pensants, ou le règlement de comptes de 1945-46, comme en devrait dire plus exactement a condamné près de 60.000 personnes. Il ne reste actuellement que 600 détenus politiques dans les prisons belges.

Si les condamnations sont purgées ou les peines remises, il subsiste toujours le fameux 123 sextiès.

Presque la totalité des 60.000 condamnés des années 45-46 se sont vus appliquer le 123. Cet article du Code Pénal inter-

dit pour 10 ans, 20 ans ou à perpétuité, à la personne à qui il est appliqué d'être administrateur de société, avocat, professeur, journaliste (même amateur), curé (sic), de jouer un rôle politique, de diriger une association philanthropique sportive ou culturelle, etc...

En fait le 123 sexiès a créé une catégorie de citoyens « emasculés politiques » ! pour parler le langage de Louis-Ferdinand.

Aussi pouvons-nous affirmer avec force que la démocratie belge est une démocratie truquée, une démocratie hypocrite.

A quelques voix près, le parti au pouvoir actuellement, le P.S.C. (Parti Social Chrétien) a tenté d'adoucir ou de supprimer le 123 sextiès.

Le P.S.C. détient dans les deux Chambres, la majorité absolue. Néanmoins, la modification ou suppression du 123 sextiès a été torpillée dans les « couloirs » par quelques éléments wallons réputés pour leur démagogie du type « mangeur de noirs ». (En Belgique, les ex-collaborateurs sont étiquetés par leurs ennemis comme « inciviques » ou encore comme « noirs » — les uniformes des formations para-militaires de guerre étaient... noirs).

Le P.S.C. est divisé sur le problème de la suppression du 123. La section flamande du P.S.C. est partisane de la suppression du 123, la section wallonne en est partiellement adversaire.

Les prochaines élections se dérouleront au printemps, le P.S.C. est presque certain de perdre sa majorité actuelle, car les familles d'inciviques flamands voteront pour les listes dissidentes. On pourra dire sans exagération que le P.S.C. aura été basculé pour avoir déplu aux « noirs ». Car, il ne faut pas perdre de vue que le P.S.C. doit sa majorité actuelle aux votes des familles d'anciens collaborateurs.

L'Etat belge possède une autre arme pour étouffer toute réelle opposition au régime. Nous voulons dire la « libération conditionnelle ». Des milliers d'anciens condamnés politiques sont en liberté « conditionnelle ». Le truc, fréquemment utilisé en U.R.S.S., est pratiqué sur une grande échelle dans la fameuse « petite terre d'héroïsme ».

Le voici : en U.R.S.S., comme vipère lubrique, on vous condamne à 30 ans de bagne au Kamchatka... trois ou quatre ans après, le « solde » de la peine vous est remis, à condition... de rester au Kamchatka ! Ainsi l'U.R.S.S. trouve une main-d'œuvre à meilleur rendement et à bon marché. Il est certain qu'un bagnard libéré conditionnellement travaille mieux que

le bagnard tout court ! Et, comme il a quelque chose à perdre (sa semi-liberté), il se tient tranquille. Plus besoin de N.K.V.D., un simple bureau de pointage des libérés conditionnels suffit à la besogne !

En Belgique, même « truc » sur le plan politique. Des milliers de condamnés sont libérés « conditionnellement ».

A la moindre incartade, ils sont assurés de retourner en prison. Résultat : impossibilité de créer un réel parti d'opposition au régime, chacun devant *se tenir « peinard »* officiellement. Cela permet au gouvernement de faire passer l'Etat Belge pour un modèle d'Etat progressiste : il n'y a que 600 détenus et tout le monde est content, puisque il n'apparait aucune opposition organisée.

Ce que les apprentis sorciers du gouvernement ne peuvent voir en raison de leur myopie politique, c'est que le 123 en écartant de beaucoup d'emplois les ex-collaborateurs, fait de ceux-ci des aigris, et par voie de conséquence des ennemis résolus du régime. En fait, c'est l'Etat lui-même qui ne veut pas que l'abcès de la guerre puisse se refermer. Il en paiera les conséquences dans quelques années. Tous les chefs politiques OCCULTES des « inciviques » font de ceux-ci des révoltés et de futures recrues pour un mouvement politique anti-démocratique à venir. C'est la bêtise et le manque d'envergure des chefs politiques démocratiques qui assure le recrutement automatique pour un futur néo-facisme ou néo-autoritarisme. Imaginez la force que représente ces milliers d'hommes pleins d'une rancœur justifiée puisqu'une discrimination politique et sociale les condamne souvent à la misère. Nous connaissons d'anciens professeurs qui sont gardiens de nuit dans des garages ! Conséquences du 123 ! Nous connaissons d'anciens avocats qui sont devenus de petits employés. Encore le 123.

Quand toutes ces rancœurs exploseront, les apprentis-sorciers de la démocratie s'étonneront.

On ne peut pas dire que la Belgique soit un Etat policier. C'est un Etat tracassier, hypocrite.

Il est très intéressant d'étudier depuis des années la mentalité qui règne parmi les milieux dits « d'inciviques ». En 1945-1946, consternation devant la répression brutale et sauvage même. Vers 1948-49 et 1950, désir sincère de « ne plus s'occuper de politique » et de réintégrer la « société ». En 1953 et 1954, dépit et rancœur : 95 % des inciviques ont ESSAYE de réintégrer la société démocratique et ont été rejetés par cette société. Un tel n'a pu devenir administrateur (le 123), un autre a dû renoncer à une représentation étrangère, car son passeport lui a été refusé, un autre, d'avocat est devenu modeste gratte-papier. Toujours les ravages du 123. Tous ces gens sont mûrs pour une action politique future, et ils influence-

ront leurs familles et leurs enfants qui, eux, ne sont pas décapités par le 123.

L'Amnistie et la suppression du 123 sont les seules armes dont dispose la démocratie pour couper l'herbe sous le pied d'un néo-totalitarisme renaissant. Deux sortes de gens font les révolutions : ceux qui ont faim et ceux qui sont tracassés par un régime. Des gens qui ont faim, il n'y en a plus en Belgique. Des gens qui sont tracassés mesquinement, mais quotidiennement, il y en a beaucoup. A ceux qui tirent trop sur la queue du chien, nous dirons : « ne vous étonnez pas s'il vient à vous mordre ».

Onésime DESMET.

La législation de la « Mort légale »

Le *Moniteur Belge* du 15 janvier 1954 a publié la loi du 11 janvier 1954 portant modification des articles 22 et 23 du Code pénal concernant l'interdiction légale.

Dorénavant, l'interdiction légale est suspendue pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué. L'interdiction légale ne reprend son cours qu'au moment où le condamné est détenu en exécution de sa peine.

Selon les dispositions de l'ancien article 22 du Code penal, l'individu condamné à une peine criminelle était, en principe, incapable d'administrer ses biens et d'en disposer, si ce n'est par testament. La Cour de Cassation avait décidé à diverses reprises, que ces dispositions étaient d'application en cas de mise en liberté conditionnelle.

Or, dans les années d'après guerre, des dizaines de milliers de Belges, condamnés par les juridictions militaires à des peines criminelles du fait de leur attitude politique durant la dernière occupation, avaient été mis en liberté conditionnelle après avoir accompli le tiers de leur peine.

Ces personnes étaient légalement en état de « mort civile ». Légalement, ils étaient incapables de signer valablement le plus simple contrat. La plupart d'entre eux, cependant, vaquaient à leurs occupations professionnelles, comme si de rien n'était. Ils contractaient des baux, ils signaient des effets de commerce, ils s'engageaient dans les liens d'un contrat de louage de travail, ils formaient des sociétés de fait et même de

droit. Certains, avant de convoler en justes noces, faisaient par devant notaire leur contrat de mariage.

Le monde parlementaire et judiciaire ne pipait mot de cette situation anormale. Cependant, si un tel « mort légal » avait le malheur de s'adresser à la justice pour faire valoir ses droits patrimoniaux, il se voyait régulièrement débouté, étant juge incapable d'ester valablement en justice, sans l'intervention d'un représentant légal, en occurence un curateur nommé par le conseil de famille.

Des débiteurs peu scrupuleux, ayant eu vent que leur contractant était « incivique », en profitaient pour nier leurs engagements, et leur victime se trouvait désarmée.

Comme il s'agissait d'une catégorie de gens « peu intéressants », on a laissé durer cette situation pendant bientôt neuf ans. Pour effacer ces conséquences cocasses, le législateur vient de décider (art. 3 de la loi) que sont *validés* les actes accomplis, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (soit, le 25 janvier 1954), par des interdits libérés conditionnellement, sans préjudice, toutefois, de la chose jugée résultant de décisions judiciaires définitives.

Voilà une façon élégante de résoudre la difficuté, sans devoir trop rougir des iniquités dont on a été cause dans un passé peu reluisant.

Et pour finir, faisons observer avec soulagement, que même les « humanistes » de gauche et les thuriféraires de la « libre pensée » se sont associés au vote de ces mesures de réparation.

JUS.

Echos

POUR LA DISSOLUTION DU PARTI COMMUNISTE.

Commentant l'article du n° 10 de *Défense de l'Occident* dans lequel Maurice Bardèche préconisait comme une exigence impérieuse de la situation actuelle la dissolution des partis communistes, Filippo Anfuso, dans un important article de son quotidien le *Secolo d'Italia*, donne son approbation à cette idée et y ajoute ces commentaires :

« Si Forster Dulles, à Berlin, avait affirmé que les partis communistes italien et français doivent être regardés comme des formations militaires soviétiques, je suis convaincu que Molotov ne s'en serait pas étonné et qu'il aurait accepté d'en négocier la disparition comme il négocia jadis avec Ribbentrop sinon la disparition, tout au moins la soumission du parti communiste français et comme il a abandonna à Hitler les socialistes et les communistes allemands que la Gestapo lui demandait.

C'est cette menace uniquement qui pèse sur le parti communiste italien. Ce n'est pas celle d'être dissous par Selba ou De Gasperi, car aucun des deux ne voudrait se priver d'un allié aussi utile dans la lutte contre nous, nationaux, mais c'est celle d'être dissous par Molotov dans une suprême tentative pour obtenir en échange que l'Occident renonce à la C.E.D.

Ce serait pour l'Italie l'unique moyen de recouvrer une indépendance et une liberté véritables, bien plus qu'en participant à une Europe des vainqueurs de laquelle les vainqueurs l'ont exclue en 1945 ».

UNE ENQUETE SUR LES PARTIS COMMUNISTES.

Le *Times* de Londres, a mené une enquête sur le communisme en Europe occidentale. Selon le journal anglais, le total des communistes ayant une carte du parti serait de 3 millions sur un total de 325 mlilions d'habitants (Empire britannique inclus). Dans les élections générales les plus récentes, les communistes auraient recueilli 13 millions de voix.

La force du parti communiste est inégalement répartie. En Italie, le parti communiste est un facteur politique capital, en France et en Finlande, il est un facteur très important. Les deux tiers des communistes ayant une carte du parti se trouvent en Italie ; dans le dernier tiers, la moitié se trouve en France. Sur le total des voix communistes, la moitié est recueillie en Italie et plus d'un tiers en France. Sur 327 députés communistes siégeant dans les assemblées d'Europe occidentale, l'Italie en présente 143, la France 92, la Finlande 43. Dans les autres pays, le nombre des députés communistes est minime et ne dépasse nulle part 8 unités.

Selon le *Times*, le parti communiste manipule des fonds qui sont de l'ordre de 30 milliards par an, et possède des usines de ciment, des entreprises de transport, des coopératives agricoles, des maisons d'exportation et d'importation qui ont le monopole des échanges Est-Ouest en prélevant sur les transactions une commission de 2 %. Il

possède, en outre, des théâtres, des cinémas, et naturellement de nombreuses affaires de presse et de librairie.

Le communisme est dans l'Europe un Etat dans l'Etat qui manipule ses richesses à la manière des grands trusts... En dépit des intermédiaires et des précautions prises pour la dénaturer, cette fortune des partis communistes est facile à identifier et à saisir. La dissolution des partis communistes aurait au moins pour résultat de détruire ce gigantesque appareil financier et de porter un coup efficace à son dispositif de propagande. C'est la complicité des partis bourgeois qui seule empêche la dissolution des partis communistes. Celle-ci est possible. Elle offre d'immenses avantages. Elle doit être le premier objectif d'une Europe saine et résolue à vivre.

DES EXECUTIONS MASSIVES A HAMELIN.

Une grave affaire de crime de guerre sur laquelle la presse observe un profond silence a été découverte en Allemagne en novembre 1953. En faisant exécuter des travaux dans la prison d'Hamelin, où le bruit courait que les troupes anglaises avaient procédé en 1945 à des exécutions massives de jeunes SS, l'administration allemande découvrit, à 1,75 m. de profondeur, plusieurs couches de squelettes rangés parallèlement les uns sur les autres. Les corps sont en très mauvais état, l'emploi de produits chimiques ayant été décelé. Quelques-uns des corps paraissent très jeunes. Le nombre des cadavres a été tenu secret. L'enquête a prouvé, en outre, qu'une centaine de cadavres anonymes avaient été empilés, d'autre part, dans une fosse commune du cimetière municipal dont on a refusé d'indiquer l'emplacement.

Le Ministre de la Justice de Basse-Saxe a confirmé la découverte d'un charnier sans donner d'autres précisions. Dans les milieux des autorités d'occupation, on se borne à constater que la législation de Nuremberg n'admet pas d'accusation de crime de guerre à l'égard des Alliés.

(*Bildzeitung*, novembre 1953.)

TELFORD TAYLOR ACCUSE PAR SES CONCITOYENS.

L'une des victimes du sénateur Mac Carthy dont on n'a fort peu parlé en Europe est un non moindre personnage que le Brigadier-Général Telford Taylor.

On comprend que la presse européenne évite de présenter comme un personnage éminemment suspect le fameux brigadier-général, lorsqu'on se souvient qu'il fut à la tête du ministère public américain lors des procès de Nuremberg.

Le grand-accusateur prit fort mal son passage au rang d'accusé. Cela n'empêcha pas Mac Carthy de déclarer que son activité constituait un danger pour la sécurité des Etats-Unis (a security risk).

Le brigadier-général répliqua par une conférence dans laquelle il accusa le sénateur d'avoir outrepassé les droits que lui conférait son rôle d'enquêteur. Il est intéressant de constater que cette conférence véhémente du grand accusateur accusé eut lieu devant la section de Boston de *l'American Jewivh Committee*, qui accompagna naturellement de ses lamentations les doléances du justicier suspect.

LES ECHANGES EST-OUEST ET LE C.E.D.

Un moment désarçonnés par les résultats de la conférence de Berlin, les coalisés anti-européens reforment leurs rangs.

Le commerce Est-Ouest devient de plus en plus la plaque tournante de toute l'opération. Il ouvre de

vastes perspectives auprès desquelles le danger communiste paraît tout à fait négligeable. Pour plus d'une tête solide, il apparaît (ce qui est d'ailleurs parfaitement vrai, en réalité) que l'anticommunisme le plus affiché peut fort bien se concilier avec d'excellentes relations soviétiques. Cette idée, maintes fois exposée par *Défense de l'Occident*, est mise en pratique brillamment par M. Marcel Boussac. *L'Aurore* fulmine plus que jamais contre le parti communiste. Pendant ce temps-là, M. Boussac (qui n'était d'ailleurs nullement russophobe en 1945), fait nommer M. Paul Bastid au C.E.E. et se prépare à exploiter le coton de Tiflis en le faisant traiter dans les usines d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie. Pendant que le journal de M. Boussac accuse gravement le parti communiste de recevoir de l'argent de l'étranger, M. Boussac feint d'ignorer que le parti communiste touche son honnête petit courtage sur toutes les opérations réalisées entre M. Boussac et les Soviets.

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que M. Boussac fasse des affaires avec Moscou. Ces relations sont normales et utiles. Mais nous voudrions que M. Marcel Boussac aperçoive que le complément naturel *et nécessaire* de cette politique est la dissolution des partis communistes en Europe. Car, autrement tout cela finira mal.

Pour l'instant, nos têtes pensantes sont bien loin de songer à cette dissolution. M. Claude Bourdet, qui hume avec délices dans l'*Observateur* le fumet de ces bons échanges, se donne beaucoup de mal pour expliquer que le meilleur moyen de « faire l'Europe » serait de remplacer l'O.E.C.E. du plan Marshall, de fâcheuse odeur capitaliste, par l'innocent et démocratique C.E.E. (Commission Economique Européenne des Nations-Unies) où siègent l'U.R.S.S. et les pays satellites, et qui s'était gentiment proposée autrefois pour régler tout ce qui n'allait pas en Europe. On rembarquerait poliment ces hommes d'affaires américains unanimement détestés, et on chargerait de nos échanges d'abord, de notre confort ensuite, cette honnête C.E.E., dont il serait facile avec un peu de bonne volonté de faire la Haute Autorité d'une « grande Europe ». Après avoir échangé d'abord des cotonnades, puis du matériel lourd et enfin des missions « culturelles », ne serait-ce pas un beau rêve que de voir s'élever dans l'azur l'image d'une Europe « désintoxiquée », « démocratique », affectueusement unie de cœur et de portefeuille à la grande république soviétique, et affectueusement parcourue par des spécialistes énergiques qui règleront notre économie et notre consommation en fonction de beaux plans *eurasiatiques*, en attendant de coordonner notre manière de voir et nos institutions avec celle des intéressants pays progressistes qui font la chaîne entre Vladivostok et Vienne ?

Nous marchons à grands pas vers ce beau rêve, à la réalisation duquel le seul obstacle est l'idée extravagante qui est venue à quelques-uns de s'entendre avec les « criminels de guerre » allemands pour essayer de ne pas goûter, si c'est encore possible, au bonheur sans mélange que connaissent la Roumanie, la Hongrie de Bela Kuhn, la Pologne de Loustanau-Lacau et l'Allemagne du 17 juin.

LES IDEES DE MOLOTOV SUR L'ALLEMAGNE.

Un collaborateur du *Monde*, qui a daigné, pour une fois, mettre le nez dans la presse allemande de zone orientale, nous donne des renseignements précieux (et recoupés par certains journaux allemands) sur ce qu'est pour Molotov une Allemagne « désintoxiquée ». On y voit très clairement que Molotov n'est pas disposé à se contenter d'élections « libres » en Allemagne, car il sait très bien (et il n'a pas tort) que ces élections seront

conduites par les trusts, même en Allemagne orientale.

Comme il est logique, il exige donc la disparition des trusts, puis la destruction des structures capitalistes, et leur remplacement par une Allemagne où il n'existerait aucun autre trust que le parti communiste, enfin, bien entendu, l'arrestation préventive de tous les Allemands hostiles au communisme, baptisés « nazis » pour la circonstance. Ces conditions préalables une fois réalisées, M. Molotov accepte que l'Allemagne vote. On voit par là qu'on n'est pas près de s'entendre, et que les Allemands n'en sont pas à voir le bout du tunnel.

●

Par suite de l'abondance des matières, nous avons été obligés de reporter à notre prochain numéro le communiqué concernant l'activité du *Mouvement Social Européen*.

Nous nous bornons à indiquer pour l'instant à nos lecteurs qu'à la suite de la constitution du bureau provisoire de la Section Française, notre camarade Jean Lesieur a été nommé secrétaire administratif de la Section Française (adresser toute correspondance à son nom à *Défense de l'Occident*), que la section nationale belge du *Mouvement Social Européen* vient d'être complétée par la création d'une sous-section en Wallonie, que le bureau provisoire de la section française salue avec sympathie l'initiative de notre camarade Jean-Louis Tixier-Vignancour, membre du bureau, pour la création d'un Rassemblement national à la constitution duquel nous sommes prêts à accorder notre appui.

●

ERWIN F. NEUBERG

Nous avons le regret d'annocer à nos lecteurs la mort de notre collaborateur Erwin F. NEUBERG, qui vient de se tuer accidentellement en montagne, au cours d'une expédition scientifique entreprise dans les hauts sommets de la Cordillière des Andes, sous la direction du Colonel Hans Rudel.

Sept fois blessé pendant la guerre où il avait eu une conduite héroïque Erwin F. NEUBERG avait émigré en Argentine après la fin des hostilités et y était considéré comme un remarquable commentateur de la politique mondiale. Sans le connaître, nous avions été frappés par l'étendue de son information et la sûreté de son jugement politique.

A la famille et aux camarades de Erwin F. NEUBERG, nous adressons le salut de la rédaction de *Défense de l'Occident*, et nous nous associons à leur peine.

Etudes et Tribune libre

L'infiltration communiste aux U. S. A.

Avant toute chose, il faut rappeler que la victoire du Parti Républicain aux élections pour la Maison Blanche est due plus au besoin ressenti par les Américains de purifier l'administration des éléments malhonnêtes et dangereux pour la sécurité du pays qu'à la valeur du Parti.

Plusieurs mois avant les élections, le mot « Vison » lancé dans quelques selons causait une impression de gêne. Ce mot visait les femmes de fonctionnaires et d'hommes politiques qui avaient reçu en cadeaux des manteaux et des fourrures en échange de services inavouables rendus par leurs maris.

Un autre mot faisait également fureur, celui de « Pandergastisme », du nom du plus puissant des agents électoraux de Trumann, Tom Pandergast. Il servait à désigner quelques trafics, s'apparentant à ceux de certains chefs de bandes, destinés à faire vaincre leurs propres candidats : Falsification des registres ou disparition subite de quelques urnes avec les bulletins de vote.

Dans un pays où toutes les charges sont pourvues par élection, y compris celles de la justice, il s'agissait ni plus ni moins que de l'organisation de troupes de choc destinées à terroriser les électeurs sur lesquels le parti démocrate avait un moyen de pression en amenant par voitures spéciales des « électeurs fantômes » munis de nombreux bulletins afin d'assurer la majorité aux candidats voulus.

On promettait aux propriétaires de « Saloons » (bars où l'on jouait avec des jeux souvent truqués) la protection de la police, de la magistrature et des milieux politiques.

Le scandale fut si grand que, malgré la puissante organisation, la machine de la justice fédérale fut mise en mouvement et Pendergast condamné à quelques années de prison pour une raison mineure (fausses déclarations fiscales). Les épisodes dramatiques dignes des meilleurs films de gangsters, ne firent pas défaut. Il y eut des luttes épiques dont les protagonistes furent la police fédérale et les policiers locaux corrompus, des fusillades nourries dans la gare de Kansas-City où de nombreux policiers trouvèrent la mort. 259 personnes furent condamnées par les Tribunaux. Ce chiffre a été fourni par le procureur qui a instruit ce procès : Maurice M. Milligan dans son livre «*The inside story of the Pendergast Machine by the man who smashed it* » (Histoire secrète de la machination de Pendergast par l'homme qui l'a mis en pièces).

La corruption indescriptible du parti démocrate avait poussé un certain nombre de hauts dignitaires de l'Eglise catholique des Etats-Unis à publier des lettres pastorales dans lesquelles ils rappelaient aux hommes d'Etat leur devoir moral, leur conduite risquant d'avoir des effets désastreux sur le peuple qu'ils avaient mission de diriger.

SOUS LE REGNE DE ROOSEVELT

Sur le plan politique, le désordre démocrate ne s'était pas traduit seulement dans la diplomatie Rooseveltienne de concessions aux soviets, avec l'abandon de la Chine au communisme et ensuite lors de la guerre de Corée par l'arrêt de l'offensive sur le Yalu et le rappel de Marc Arthur, mais aussi par une vaste infiltration du communisme dans les services fédéraux. Parmi les hommes courageux qui décidèrent de purger les organes de l'Etat des éléments qui le conduisaient à la ruine, le plus célèbre est certainement le Sénateur Mac Carthy, dont la presse mondiale s'est acharnée à faire un personnage excité, naïf autant que funeste.

Ce que la presse a oublié de dire, c'est que le Sénateur Mac Carthy a attaqué ceux qui voulaient placer son pays entre les mains d'un ennemi implacable à un moment où l'Amérique joue sa propre existence : il est bien loin d'avoir donné le signal de la bataille anti-communiste.

Bien avant lui, en 1930, la Commission Fish, en 1934, la Commission Mac Cormik et en 1938, la Commission Dies avaient apporté au Congrès d'importants témoignages et mis l'exécutif en position d'agir.

Les informations réunies par Martin Dies avaient révélé la gravité du danger, mais Roosevelt qui voulait séduire l'autocrate rouge, se débarrassa d'un inquisiteur perspicace pen-

dant la guerre, c'est-à-dire juste au moment où il avait le plus besoin de ses services.

Roosevelt n'en était pas à sa première expérience.

Déjà avant la guerre, il avait laissé un émigrant, Félix Franckfürter, mettre en place un nombre assez élevé de jeunes israélites dans l'administration créée pour l'application du « New Deal ». Quelques départements, en particulier celui des affaires étrangères, s'étaient bravement défendus contre cette invasion, mais à partir du moment où l'amitié à l'égard de Moscou devint un signe de patriotisme, personne n'osa plus refuser l'accès aux postes les plus importants à ceux qui, Outre-Atlantique, s'intitulaient couramment « compagnons de route » (Fellow Travellers) des communistes.

C'est ainsi qu'Alger Hiss, ami d'Acheson, devint directeur des affaires politiques du département d'Etat.

Bien entendu, la presse, la radio et le cinéma regorgent aussi de ces collaborateurs. Les plus grands journaux — et les moins suspects de sympathies marxistes — publièrent pendant la guerre des articles qu'ils n'auraient jamais acceptés avant 1939. Des revues nouvelles furent fondées, dont la seule raison était de peser sur la politique étrangère.

Ainsi apparut une revue intitulée « Amerasia » ; son objectif apparent était de favoriser l'action « des progressistes » en Extrême-Orient (il existait déjà un important « Institute of Pacific Relations » qui rendait inutile toute nouvelle création). L'activité véritable « d'Amerasia » devait peu après la mort de Roosevelt se révéler d'un tout autre genre.

L'Office des Services Stratégiques, dirigé par le général Donovan, ayant commencé une enquête sur cette publication, les investigateurs découvrirent parfaitement classés, 1.800 documents soustraits aux services d'information de l'armée et de la marine, à l'office de la censure, au ministère des Affaires étrangères et même aux services d'information britanniques.

Le dossier fut transmis à la police fédérale (F.B.I.) dont le chef, Edgar Hoover, était un bon fonctionnaire, lié à aucun parti, mais seulement préoccupé de sauver son pays de l'entreprise moscovite. Hoover fit arrêter les collaborateurs « d'Amerasia » : Philipp Jaffe, Kate Luise Mitchell, Mark Gezan, John Stewart Service, Emmanuel Larsen et Andrew Roth, en majeure partie israélites.

Tous s'attendaient à une série d'exécutions sur la chaise électrique... mais les coupables avaient des amis influents au ministère de la justice et à la Maison Blanche. L'avocat de Jaffe déclara au tribunal que son client avait peut-être péché par excès de zèle journalitique, mais que ses intentions étaient pures. Jaffe s'en tira avec une amende de 2.500 dollars, Larsen

ne dut en débourser que 500 et Roth, qui avait été le principal fournisseur de documents, bénéficia d'un non-lieu au cours de la procédure.

TRUMAN EN DIFFICULTE

En dépit de l'indifférence de la justice, il y avait cependant au Congrès des hommes qui prenaient l'espionnage soviétique au sérieux come l'avait fait en d'autre temps les commissions Fish, Mac Cormick et Dies, ceux-ci s'appelaient Robert Stripling et Richard Nixon, ce dernier est aujourd'hui vice-Président des Etats-Unis.

En 1946, quand les révélations des deux espions communistes, Elisabeth Bentley et Whittaker Chambers, amenèrent la condamnation d'Alger Hiss, directeur des affaires politiques du Département d'Etat et un des plus importants conseillers de Roosevelt, Truman comprit que l'épuration du ministère des affaires étrangères s'imposait.

Il fut aussi contraint de permettre en deux ans le licenciement de 112 fonctionnaires. Maintenant, pour élevé que puisse paraître ce chiffre, il ne représentait qu'une partie des agents communistes à congédier.

Le parti républicain intensifia ses efforts, mais se heurta à la mauvaise volonté du ministre Dean Acheson, qui avait à faire oublier un passé d'avocat affairiste favorable à l'un des satellites de l'U.R.S.S., la Pologne La découverte de l'espionnage atomique, les arrestations de Jack Perl, Harry Gold, Judith Coplon, David et Ruth Greenglas, Julius et Ethel Rosenberg fournirent de nouveaux arguments aux « nationalistes ».

La condamnation de tous ces espions atomiques fut justifiée par le danger que les progrès de l'armement russe font courir aux Etats-Unis ; mais les révélations d'un officier américain, le commandant Jordan, poussèrent les Américains à se demander si les documents transmis par Gold et Rosenberg ne constituaient pas une partie seulement des informations que les Russes pouvaient se procurer sur les principes des recherches atomiques.

Le commandant Jordan commandait la base de Great Falls (Montana) où était entreposé le matériel de guerre destiné à la Russie au titre du « Prêt et Bail ». Jordan, à peine installé à Great Falls, fut surpris du nombre d'agents diplomatiques russes qui descendaient d'avion sans laisser aux Américains la possibilité de vérifier leurs passeports, arrivaient à la sortie du camp et montaient en taxi comme des

gens qui savent exactement où aller et à qui ils doivent s'adresser pour accomplir leur propre mission sans perdre une minute.

L'importance des bagages « personnels » et « diplomatiques » attira l'attention du commandant Jordan. Un jour il déchira quelques emballages et vit des cartes des Etats-Unis, cartes de tous genres, d'état-major et de tourisme. Une autre fois, il trouva des rapports d'agents diplomatiques américains en Russie photographiés par les soins des services de Molotov.

En avril 1943, l'officier de liaison russe, le colonel Kotikov lui demanda d'expédier en priorité absolue une cargaison de produits chimiques. Jordan refusa ce service qui l'importunait. Kotikov appela aussitôt au téléphone l'éminence grise de Roosevelt : Harry Hopkins.

Après, en offrant le téléphone à Jordan, le Russe déclara : « Le grand chef veut vous parler », Harry Hopkins se fit reconnaître par un mot et donna à Jordan l'ordre formel d'accorder la priorité pour cette cargaison. Les produits chimiques « expédiés » étaient des matériaux atomiques. Le commandant Jordan rapporta ces faits dans son livre « *From Major Jordan's Diaries* ».

Bien que le commandant n'en connût pas exactement la valeur (il devait la découvrir peu à peu et un temps assez long s'écoula), il chercha toutefois à la fin janvier 1944 à attirer l'attention des plus hautes autorités de Washington sur ce qui lui semblait une violation du « Prêt et Bail ». Il ne fut pas plus heureux que le général Leslie Groves qui avait tenté sans succès d'arrêter certains envois à leur sortie des entrepôts.

LES CAISSES MYSTERIEUSES.

Mais s'il ne put empêcher des envois dangereux pour la sécurité des Etats-Unis, Jordan fit tout pour savoir ce que contenaient les caisses déposées à Green Falls et pour se procurer les « livres » d'expéditions russes. Il vit avant leur départ pour la Sibérie des tonnes de cobalt et de cuivre, de l'uranium, du matériel industriel, des appareils pour extraire l'uranium en Tchécoslovaquie, des plans des industries de guerre des Etats-Unis (gardés par les militaires)des descriptions détaillées d'avions, de chars, etc...

James Byrnes raconta que, le 24 juillet 1945, à la conférence de Potsdam, Harry Truman annonça à Staline que l'Amérique avait mis au point une bombe beaucoup plus puissante que celles construites jusqu'alors. Il ajouta que « si les Japonais ne se rendaient pas sur le champ, elle serait employée contre eux ». Staline montra si peu d'intérêt pour la

chose que Byrnes se demanda s'il avait compris l'importance de l'invention. Il fut encore plus surpris le lendemain, quand il constata que le « Généralissime » ne lui posait aucune question. Sans doute, Staline connaissait-il déjà la bombe atomique mieux que Truman et Byrnes eux-mêmes et se moquait-il de l'ingénuité de ses interlocuteurs. Staline avait peut-être déjà commencé à faire construire un établissement atomique dans la région de l'Oural avec l'aide des matières premières que Roosevelt et Hopkins lui avaient généreusement fournies en dépit des réglementations et des lois en vigueur.

En juillet 1949, le commandant Jordan chercha à mettre fin à un espionnage dont il avait enfin compris les tragiques conséquences, mais il se heurta à une série de puissants obstacles.

Ce fut seulement au mois d'octobre, une dizaine de jours après l'explosion de la première bombe atomique russe que Jordan réussit à provoquer deux enquêtes parallèles au Sénat et à la Police Fédérale.

Il ne s'agissait plus désormais de poursuivre les deux principaux coupables, morts depuis quelques années. Les informations de Jordan et des autres témoins cités par lui entraient dans le cadre d'une enquête faite sur les espions atomiques déjà emprisonnés et sur tous les hommes politiques, journalistes et fonctionnaires, dont la complaisance envers Staline et Mao Tse Toung avait été trop visible.

La précarité de la situation européenne, la chute de la Chine de Tchang Kei Cheik et la guerre de Corée ouvrirent les yeux des Américains. Comme tant d'autres ils avaient vécu dans l'illusion d'une collaboration possible entre les démocrates et les communistes. Ils avaient perdu leurs illusions.

L'AUDACE DES SOVIETS

Chacune des enquêtes en cours donna des preuves nouvelles de l'audace des agents de Moscou. Un seul des dossiers ouverts par le Sénateur Mac Carthy, celui d'Owen Lattimore et de l'« Institute of Pacific Relations » aurait suffi à le rendre populaire. Pour Mac Carthy il n'y eût bientôt plus de mois sans qu'il ne fasse éclater un nouveau scandale. Mac Carthy n'est pas la personne imprudente et impulsive représentée par la presse européenne, c'est un homme sérieux qui a toujours apporté les preuves de ses accusations.

Ses adversaires ont tout fait pour le prendre en défaut, ils n'y sont jamais parvenus. Ils ont cherché à le couvrir de boue, leurs efforts sont restés vains. Deux commissions séna-

toriales ont examiné des dossiers contre lui et ont conclu à son innocence. Son action persévérante correspond trop aux préoccupations du peuple américain de voir l'épuration finalement menée à bon terme.

Si ses succès dans l'opposition ont porté Mac Carthy à la présidence de la commission d'enquête sur les fonctionnaires, il est cependant loin d'être le seul parlementaire à se dresser contre les ennemis de l'Amérique et dans certains états les électeurs eux-mêmes ont pris une position caractéristique.

On a déjà parlé ici d'une requête du sénateur Jenner sur Harry Dexter White. Un autre sénateur, Mac Carran, a fait passé une loi qui réduit l'immigration frauduleuse ou indésirable. Les immigrants de race nordique sont nettement favorisés. Chacun doit d'ailleurs indiquer, outre sa propre nationalité, sa race et les israélites sont invités à se déclarer « Juifs » malgré de véhémentes protestations des grandes organisations israélistes. Enfin, dans quelques états du Sud, les Blancs préoccupés par la politique suivie par les démocrates à l'égard des noirs, n'ont pas hésité à abandonner le parti auquel ils étaient restés fidèles depuis la guerre de Sécession et à mêler leurs bulletins de vote à ceux des républicains, demeurés pour eux jusqu'alors les amis de Lincoln, les persécuteurs.

Il faut le reconnaître, une vague de fond nationaliste soulève l'Amérique. La soi-disant « conscience universelle » en est touchée parce que cette vague a provoqué l'élimination des fonctionnaires communistes de la délégation américaine aux Etats-Unis et à l'U.N.E.S.C.O., le suicide d'Abraham Feller et les démissions de Trygve Lie et de Torres Bodet. Elle se préoccupe de voir disparaître l'un après l'autre les diplomates américains « progressistes », les uns foudroyés par Mac Carthy, les autres évitant les convocations du Sénat pour ne pas répondre à des questions embarrassantes. On vit monter jusqu'à 500 le nombre des diplomates jusqu'ici renvoyés dans leurs foyers malgré les conseils donnés par leurs amis de « résister » en vue de faciliter le retour au pouvoir des démocrates, et malgré tous les moyens mis en œuvre contre la commission sénatoriale. Une circulaire officielle n'a-t-elle pas interdit aux fonctionnaires de communiquer les informations ou de remettre des dossiers à la commission sans l'autorisation des supérieurs hiérarchiques ? Mac Carthy s'en est irrité. On a ordonné une enquête. Et Forster Dulles a répondu que cette circulaire n'a pas été soumise à sa signature.

L'œuvre de Mac Carthy aurait donc été poursuivie si la fameuse affaire White n'avait pas éclaté.

A Bruxelles, le cardinal Spellman, archevêque de New-York, a déclaré en octobre dernier : « Les cris d'angoisse et les protestations contre le Mac Carthysme ne dissuaderont pas les Américains de démasquer les communistes et de les chasser des postes où ils peuvent exécuter leurs plans néfastes. Si le prestige des Etats-Unis devait souffrir en Europe parce que les Américains sur le désir légitime de défendre leur propre liberté contre le bouleversement communiste, il faudrait en conclure que les règles de l'honneur et du patriotisme européens ne sont pas les mêmes que les nôtres ».

Georges OLLIVIER.

La conférence de Caracas

Les nouvelles qui parviennent depuis quelques semaines d'Amérique latine révèlent une situation très confuse au moment où s'ouvre la conférence interaméricaine de Caracas et il est, de ce fait, assez difficile de prévoir le climat dans lequel elle se déroulera et ce qui en sortira. Un certain nombre de faits s'imposent toutefois à l'attention.

1° L'Argentine qui se trouvait il y a un an aux prises avec une grave crise économique provoquée, disaient certains, par les ambitions démesurées de la politique péroniste, est sortie victorieuse de cette crise qui avait paru devoir ébranler sérieusement le régime justicialiste, et le climat de ses rapports avec les Etats-Unis s'en est trouvé très sensiblement détendu. Les raisons de cette détente qu'a concrétisée le récent voyage de M. Milton Eisenhower à Buenos-Aires résident sans doute dans l'effort vers plus d'objectivité et de réalisme qui caractérise la politique étrangère du département d'Etat depuis l'arrivée au pouvoir des républicains, mais il n'est pas interdit de les chercher également dans le sensible fléchissement vers la droite qui, sous l'influence de l'armée, marque, depuis la mort d'Eva Peron la politique du président argentin.

Il semble bien que l'on ait, à Buenos-Aires, définitivement renoncé au radicalisme économique et social dont Evita était le symbole. Autre détail significatif, le petit groupe des socialistes révolutionnaires argentins qui dans l'hebdomadaire « Fortaleza » soutenait les tendances les plus révolutionnaires du régime, a dû pratiquement cesser toute activité. Son animateur, Ugo Marcone, après une incarcération de quelques mois, est finalement rentré dans le rang et il dirige actuellement une petite feuille de province ;

2° Au Brésil le gouvernement Vargas est en difficultés avec l'armée. Celle-ci, comme en Argentine, s'oppose à la politique hardiment populaire que veut faire prévaloir le parti travailliste qu'anime de sa forte personnalité le prési-

dent brésilien et elle qualifie de démagogique sa politique sociale. Le manque de capitaux nationaux entrave chaque jour davantage l'essor économique du pays qui pourrait être remarquable et le rend de plus en plus dépendant de la bonne volonté du gouvernement de Washington. Or, le problème est précisément difficile à résoudre dans la mesure où le courant populaire anti-yankee ne cesse de s'affirmer de jour en jour plus fortement. C'est ce courant nationaliste qui a provoqué la défaite du général Duka et porté de nouveau Vargas au pouvoir, c'est lui qui pourrait au cas où Vargas capitulerait devant l'armée et devant les grands intérêts liés au capitalisme nord-américain provoquer sa chute et ouvrir, à plus ou moins brève échéance, les avenues du pouvoir à l'extrême gauche communiste.

Cette perspective n'est pas illusoire. Le parti communiste bien qu'interdit au Brésil, n'a cessé, depuis quelques mois, d'y témoigner de la plus grande activité. On prétend même qu'il a réussi à noyauter l'armée, ce qui pourrait expliquer les difficultés actuelles de Vargas et on signale la réapparition en divers endroits du chef du parti, Luis Carlos Prestes, dont on n'avait plus entendu parler depuis longtemps. Prestes vient même de lancer dans la presse clandestine du parti un appel aux nationalistes brésiliens adversaires de la domination économique yankee. Il leur propose de réclamer avec les communistes, la confiscation de tous les capitaux et de toutes les entreprises appartenant aux monopolistes américains, et la dénonciation de la dette brésilienne envers les Etats-Unis.

Rien ne permet encore actuellement de savoir l'accueil que les nationalistes brésiliens réserveront à cet appel, ni l'audience qu'il trouvera dans les masses populaires ; ce qui est certain, en tous cas, c'est que la politique de Washington vis-à-vis de ce grand pays aux possibilités magnifiques, mais où la misère populaire reste très grande, devra être très prudente et s'efforcer de modérer des appétits dont le déchaînement ne pourrait que favoriser l'expansion du communisme dans tout le continent sud-américain.

3° En Bolivie où des incidents sanglants ont mis aux prises, il y a quelques mois, l'aile gauche du Mouvement national révolutionnaire dirigée par le ministre du Travail, Juan Lechin, que certains prétendent de tendance trotzkyste et un mouvement d'extrême droite, sans doute appuyé par l'armée, la Phalange socialiste, le calme est revenu, mais les dissensions au sein du Mouvement national révolutionnaire ne s'en sont pas atténuées pour autant et les milices ouvrières créées par Lechin s'opposent constamment à la droite nationaliste du mouvement qui tente de freiner l'élan révolutionnaire du nouveau régime bolivien. Les troubles auxquels la réforme agraire, objectif numéro un de Paz Estenssoro, a récemment donné lieu à Cochabamba, ne sont évidemment pas sans fournir des arguments assez sérieux à ceux qui n'ont cessé de prétendre que c'était jouer avec le feu que d'appeler les paysans indiens à la révolte. Aussi voit-on Estenssoro essayer de modérer l'ardeur révolutionnaire de Lechin et des milices ouvrières et rechercher du côté de Washington une aide financière qui permette tout en respectant l'indépendance économique de son pays, affirmée dès sa prise du pouvoir par la nationalisation des mines d'étain, de résoudre ou tout au moins d'atténuer ses difficultés actuelles.

M. Milton Eisenhower à son retour de Buenos-Aires s'est arrêté à La Paz où il s'est entretenu avec le président Estenssoro et on a constaté depuis son retour aux Etats-Unis une très nette amélioration des rapports entre Washington et le nouveau régime bolivien. La grande presse américaine mettant une sourdine à l'hostilité qu'elle avait d'abord manifestée à ce régime qu'elle qualifiait, tantôt de fasciste, tantôt de communiste, s'efforce à plus de compréhension,

comme c'est le cas de la « New-York Herald Tribune », envers les efforts déployés par le gouvernement Estenssoro pour instaurer un minimum de justice sociale dans ce pays où le prolétariat indien était réduit, dans les mines d'étain du trust Patino, à une effroyable misère sur laquelle la revue « Europe-Amérique » avait fourni, il y a quelques années, d'accablantes précisions.

4° Au Chili la coalition électorale qui avait, à l'automne 1952, porté au pouvoir le général Ibanez del Campo se dissout sous la pression d'une crise économique sérieuse provoquée par la mévente du cuivre. Les éléments les plus réactionnaires et les plus dévoués aux intérêts du capitalisme nord-américain vont sans doute tenter de reprendre le pouvoir à la faveur de cette crise, car ils ne se sont jamais résignés au retour au pouvoir du général Ibanez qu'ils dénoncent comme un adversaire de la démocratie, ce qui en Amérique latine signifie adversaire du capitalisme étranger, et ils n'ont pas vu sans craintes se développer son essai de gouverner avec l'appui des masses populaires dont la célèbre Maria de la Cruz, l'Eva Peron chilienne, s'est fait l'ardent porte-parole. Cette femme courageuse est vite devenue l'ennemie numéro un du capitalisme chilien et on se rappelle sans doute les débats passionnés qui ont abouti, au parlement de Santiago, après les élections de 1952, à son invalidation.

Pour l'instant les observateur s'accordent pour reconnaître que les principaux bénéficiaires de l'agitation politique et sociale qui se développe dans tout le pays seront les communistes dont le parti reste pourtant interdit.

Il est encore difficile de dire quel jeu jouent les intérêts yankees, qui sont puissants dans le pays, dans la préparation de la crise qui va s'ouvrir à Santiago et quelle attitude adopteront les Etats-Unis. Ce que l'on sait en tous cas c'est qu'ils n'éprouvent aucune sympathie pour le général Ibanez dont la presse américaine avait accueilli la victoire électorale comme une défaite pour Washington (cf. les articles du publiciste américain Tibor Monde dans « Le Monde ») et l'on peut penser qu'ils n'ont pu, de toutes manières, que se réjouir de l'enterrement discret du projet d'union douanière avec l'Argentine et le Paraguay qui avait été élaboré au cours de la visite que Peron avait rendue au général Ibanez quelques mois après sa victoire électorale. Il apparaît donc, actuellement, que dans les quatre pays, qui sont d'ailleurs cinq si l'on ajoute le Paraguay du Président Chaves où le nationalisme populaire latino-américain semblait devoir triompher, l'élan révolutionnaire est en perte de vitesse et qu'il se heurte à toutes sortes d'obstacles, tant intérieurs qu'extérieurs, à la fois politiques, économiques et sociaux qui peuvent grossièrement se résumer ainsi :

Opposition des forces réactionnaires ou conservatrices appuyées presque partout par l'armée (Brésil, Bolivie).

Résistance opiniâtre des capitalistes locaux ou étrangers qui voient leurs privilèges scandaleux menacés par des réformes sociales et économiques tantôt timides, tantôt hardies (Argentine, Bolivie) sans lesquelles ces pays seraient submergés tôt ou tard par le communisme.

Divergences au sein des mouvements révolutionnaires, ou fragilité des coalitions électorales (Bolivie, Chili).

Manque de capitaux pour la mise en valeur industrielle des richesses nationales, ou crise économique dramatique provoquée par la brusque mévente du seul produit auquel se soit intéressé le capital étranger et sur lequel repose tout l'équilibre économique et social du pays (Chili, Bolivie).

Problème de l'émancipation des Indiens.

Ces difficultés de tous ordres ne favorisent évidemment pas, comme nous l'avons vu à propos du projet d'union douanière chilo-argentine, la réalisation d'une vaste fédération sud-américaine inspirée par le nationalisme populaire et le socialisme autoritaire auquel l'Argentine péroniste d'abord, puis la Bolivie nationale révolutionnaire ont donné le ton. Ne peut-il d'ailleurs pas sembler prématuré de parler dès maintenant d'un nationalisme latino-américain fédérateur et émancipateur lorsque l'on voit certains pays comme le Pérou et l'Equateur, ou comme les petites Républiques d'Amérique Centrale sans cesse civités par de minuscules querelles de frontières ?

La tendance à l'unité autour de l'Argentine péroniste subsiste cependant et elle a été illustrée à la fin de l'année dernière encore par le voyage en Colombie et en Equateur du ministre des Affaires étrangères d'Argentine Remorino à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Bolivar. A Quito, le Président Velasco a signé l'adhésion de son pays au bloc argentino-chilo-paraguayen. Sous la pression de ses difficultés économiques, le Brésil de Vargas multiplie les contacts avec l'Argentine péroniste. Les progrès de l'influence de celle-ci malgré la « pause » qui caractérise actuellement la politique de Buenos-Aires sont indéniables, comme le signalait récemment la revue madrilène « Mundo ». Cette influence continue à s'exercer sur tous les mouvements réformistes ou révolutionnaires d'Amérique latine, sur l'A.P.R.A. péruvienne et clandestine d'Haya de la Torre, sur le M.N.R. de Paz Estenssoro demeuré six ans en exil à Buenos-Aires, sur le Parti d'action révolutionnaire guatémaltèque d'Arevalo et d'Arbenz que le département d'Etat de Washington, dans la personne de M. Forster Dulles, veut mettre en accusation à la Conférence interaméricaine de Caracas sous le fallacieux prétexte de communisme.

On parle beaucoup du Guatémala depuis quelques semaines dans la presse occidentale. Le Président Eisenhower a récemment dénoncé ce pays comme le plus hostile aux Etats-Unis de toute l'Amérique latine et son Gouvernement comme l'agent le plus actif de la pénétration communiste dans le Continent sud-américain. La presse de New-York et de Washington se complaît actuellement à toutes sortes de révélations sur les persécutions dont seraient victimes les « anti-communistes » guatémaltèques, « anti-communistes » dont un certain nombre semble d'ailleurs avoir trouvé refuge au Nicaragua, où règne, comme par hasard, un homme de paille de l' « United Fruit C° » américaine, le très démocrate potentat Pacho Somoza.

Ces accusations semblent parfaitement ridicules. En effet, si le parti du travail (communiste) guatémaltèque contrôle certains syndicats, il est largement minoritaire et son influence n'est pas plus grande sur l'Etat que celle des trotskistes du M.N.R. bolivien. En outre, Juan José Arevalo, fondateur du Parti d'action révolutionnaire, sur lequel s'appuie le Gouvernement Arbenz, a vécu seize ans en exil à Buenos-Aires et il n'a jamais caché, tout comme Estenssoro, ses sympathies pour Péron. Il ne faudrait tout de même pas confondre avec le communisme, le légitime combat contre l'esclavage économique symbolisé par la toute puissance de l'United Fruit qui met depuis des années en coupe réglée la production bananière du Guatémala et pour la justice sociale concrétisée par la réalisation d'une réforme agraire qui a permis de distribuer aux paysans Indiens des terres dont les quatre cinquièmes étaient aux mains de quelques familles.

On ne peut s'empêcher de remarquer que l'administration républicaine de Washington a une fâcheuse tendance à qualifier de communistes, lorsqu'ils prétendent s'opposer à la voracité de certains appétits capitalistes, des gouvernements et des régimes que l'administration rooseveltienne qualifiait ou aurait qualifiés de fascistes si elle était encore au pouvoir.

La réaction des Républiques sud-américaines à la mise en accusation du Guatémala à Caracas est d'ailleurs très significative. Si l'on excepte le Vénézuéla, où Perez Jimenez est aux ordres des grandes Compagnies pétrolières américaines du lieu, comme l'Argentine et le Brésil, elles s'en tiennent à une prudente expectative, ou bien, comme la Bolivie, le Chili et l'Uruguay, elles manifestent l'intention de soutenir discrètement de Guatémala. Quant au Costa Rica où le Président José Figueres est en train d'accomplir avec un succès que soulignait récemment la « Weltwoche » de Zurich, une révolution économique et sociale inspirée comme le justicialisme argentin par l'encyclique « Rerum Novarum », il a manifesté avec éclat son opposition à la politique de M. Forster Dulles en décidant de ne pas envoyer de représentants à Caracas.

L'attitude du département d'Etat à l'égard du Guatémala nous semble maladroite et dangereuse dans la mesure où elle risque de faire l'union des peuples latino-américains contre Washington et favoriser par là même directement la propagande et les progrès des mouvements communistes ou crypto-communistes hispano-américains. Les préparatifs de complot militaire contre le Guatémala qui ont lieu avec l'appui yankee au Nicaragua et au Salvador nous semblent en outre s'inspirer de fâcheux précédents tels que la secession de la zone de Panama aux dépens du Vénézuéla au début du siècle.

Accusera-t-on désormais de communisme à Washington tout pays qui s'opposera aux excès du « colonialisme » américain? Dans ce cas, il faudra traîner au banc d'infâmie le Gouvernement de la République Dominicaine qui vient de porter des coups sévères aux privilèges abusifs des deux grandes Compagnies sucrières américaines : la « West Indies Sugar Corporation » et la « South Porto-Rico Sugar » qui contrôlent 70 % de la production de sucre du pays. Mais à qui fera-t-on croire que l'affreux dictateur « fasciste » Mijello est devenu communiste ?

Le problème du communisme et de son avenir en Amérique du Sud est suffisamment grave et les dangers d'une politique de troisième force analogue à celle qu'essaie de mener l'Argentine, suffisamment clairs pour que Washington, d'ailleurs manifestement manœuvré par des puissances financières, industrielles ou commerciale à l'appétit insatiable, ne s'obstine pas dans une politique aberrante qui aboutirait au renversement des régimes qui tentent d'ôter, avec plus ou moins de succès, toute raison d'être au communisme.

Il serait en effet lamentable que les Etats-Unis commettent, en s'appuyant en Amérique latine sur la réaction capitaliste, la même erreur qu'ils ont commise et continuent de commettre en Europe en s'appuyant sur l'anti-fascisme crypto-communiste.

Jacques POILLOT.

Eléments d'une nouvelle idéologie

(Suite)

X

LA SOCIETE CORPORATIVE

L'évolution de la démocratie conduit logiquement à la dictature bureaucratique. Les socieux-démocrates ne la désirent pas, les partis bourgeois s'y opposent, mais tous sont liés à la structure de la société démocratique. Tous seront, suivant la logique des choses, conduits contre leur volonté à ce résultat final inévitable. Le rôle du réformisme social consiste donc à propager une idéologie susceptible de rassembler les masses contre la menace communiste et à construire à partir de cette idéologie les nouvelles formes de société et d'Etat ouvrant des horizons neufs à la liberté, la protection juridique et le droit de suffrage de l'individu.

La masse doit être compartimentée en éléments naturels, l'opposition entre travail et capital aplanie, l'épargne et la monnaie garanties ; il faut de même organiser la collaboration des groupes et combattre la concentration administrative étatique pour la transformer en une décentralisation des tâches à remplir.

L'intérêt, en tant que fondement de l'organisation sociale, doit être remplacé par le sens communautaire. Les champs d'action de la société moderne sont les professions, ou les branches de l'économie. Tous ceux qui travaillent, ou agissent dans des activités communes doivent être réunis dans une même association. Nous appelons ces groupements des corporations, d'où, tiré de ce mot, le terme de corporatisme donné à l'ensemble du système. Les Espagnols l'appellent national-syndicalisme ; les Français, syndicalisme professionnel, certains auteurs allemands parlent de structure verticale. Le terme de corporatisme est employé en Italie, en Europe du Nord et souvent aussi en Allemagne, c'est pourquoi il convient également d'en faire usage ici ; il faut néanmoins préciser sans ambiguité que ce que l'on entend ici par corporatisme correspond au national-syndicalisme dans la littérature espagnole et au syndi-

calisme professionnel dans la française. Mais cela n'a absolument rien à voir avec une restauration des anciennes classes.

La réunion des travailleurs, employés et chefs d'entreprise au sein de corporations communes ne servirait à rien si les oppositions d'intérêt de l'ordre capitaliste ne devaient pas disparaître. La réforme de la société corporative doit déjà commencer dans l'entreprise. Les travailleurs et les actionnaires doivent être placés sur un pied d'égalité. Le chef d'entreprise sera toujours légalement le président de la direction et celle-ci comptera autant de représentants des travailleurs que de représentants des actionnaires. Le droit des actionnaires de recevoir les intérêts normaux de leur capital investi sera égal au droit des travailleurs et employés de toucher leurs salaires selon un tarif proportionnel. Les actionnaires pourront recevoir des dividendes plus élevés, mais les travailleurs devront toucher dans ce cas en sus de leurs salaires une participation aux bénéfices et le chef d'entreprise devra pouvoir augmenter son profit, en sa qualité de chef, d'un pourcentage égal à l'augmentation des dividendes. Les bénéfices seront donc répartis entre le travail, le capital et l'initiative : de cette manière, l'entreprise individuelle repose déjà sur la collaboration des forces productives.

Les corporations apparaissent comme la conséquence logique de cette forme d'entreprise. Celles-ci, dont la direction doit se composer de représentants élus des travailleurs, des employés et des chefs d'entreprise, auront à résoudre les problèmes relevant de la production, du marché du travail et de la fixation des salaires. Elles favoriseront la collaboration au sein des grands secteurs économiques, elles dégageront et prendront conscience de l'éthique des groupes sociaux nés des corporations et assumeront de nombreuses tâches laissées aujourd'hui à l'administration ; la prospection des marchés, la planification de la production, les progrès dans le domaine de la technique et de la psychologie du travail, la statistique et la sollicitude sociale entrent dans le champ de leurs activités. Les corporations seront l'expression de l'organisation de la masse divisée en ses groupes naturels.

La formation des corporations est un problème qui a été largement débattu. Son principe fondamental consiste à briser les liens de classe nés de la société capitaliste et à rattacher l'ordre nouveau à la structure de l'économie moderne, à ce que l'on désigne sous le nom de cycle de la production. Grâce à ce système, la puissance de la bureaucratie sera brisée et la liberté, la protection juridique, et, en même temps, le droit de suffrage et de co-gestion de l'individu seront assurés.

Les corporations auront naturellement à créer aussi leur appareil administratif, mais, primo, il sera beaucoup plus facile de contrôler ces petits appareils grâce à des administrations élues que d'exercer un contrôle sur l'administration d'Etat par le Parlement d'une démocratie ; secundo, ces petites bureaucraties divisées ne pourront jamais atteindre la puissance d'une bureaucratie d'Etat géante et unitaire.

Les organisations de la société démocratique sont édifiées en fonction du droit privé et ont pour base des intérêts opposés. Afin de pouvoir retenir leurs membres, pour mener la lutte contre d'autres intérêts, les groupements d'intérêts de la démocratie doivent toujours exercer une pression sur leurs membres. Les corporations sont au contraire des groupes professionnels reconnus et officiels auxquels l'appartenance est obligatoire. Les droits de leur direction sont déterminés par la loi, elles n'ont pas l'occasion d'exercer une pression sur leurs membres pour les retenir, leur liberté et en conséquence la garantie de leurs droits sont assurées. Dans les entreprises et les corporations,

des hommes peuvent accéder à des fonctions qui leur permettent d'avoir une action personnelle dans un domaine où ils sont compétents et possèdent leur propre expérience. Le droit de co-gestion de l'individu s'en trouve élargi ; ainsi par exemple, une travailleuse peut dans sa profession être promue membre du plus haut Conseil Corporatif par le canal de son entreprise, des corporations et des corporations principales.

Enfin, le corporatisme permet une collaboration continue entre la direction de l'Etat, fixant les objectifs à atteindre et les groupes organiques de l'économie et donne naissance à une libre économie planifiée ne reposant pas sur un système de directives impératives, mais sur de libres conventions entre l'Etat et l'économie.

Dans la société corporative, les impôts peuvent être perçus directement au stade de la production, c'est-à-dire remplacés par des taxes à la production. Les impôts représentent toujours la part de l'ensemble de la production revenant à l'Etat, car, en dehors de la production il n'existe aucune création matérielle. Les impôts sont souvent utilisés en démocratie comme des moyens propres à assurer l'équilibre entre les classes, ce qui les transforme aussi en moyen de combat dans la lutte de classe. L'équilibre social dans la société corporative sera réalisé grâce à des mesures dans le domaine des salaires, des prix et des profits. Les impôts seront payés directement par les producteurs. Cet ordre encouragera l'épargne, le travail et l'initiative amenant de ce fait une plus grande prospérité.

La société corporative, conçue ainsi, représente la solution de la crise sociale de la démocratie contemporaine et elle seule peut amener le début d'une époque de progrès économiques nouveaux.

XI

L'ETAT POPULAIRE NATIONAL

Le passage de l'ordre social de la société capitaliste à base de classes à une communauté populaire corporative doit sûrement avoir des conséquences sur le plan de l'organisation de l'Etat. La démocratie a jailli de de la société mouvante de la révolution industrielle. C'est une forme d'Etat dans laquelle le pouvoir décisif revient directement ou indirectement au peuple votant en totalité. Le peuple peut, dans cet esprit, être divisé en circonscriptions électorales qui, en régime démocratique, sont déterminées seulement par l'espace géographique. Trois formes de démocratie se sont développées sur cette base : la démocratie présidentielle, par exemple aux Etats-Unis, où le pouvoir est partagé entre le président élu et le Congrès élu par le même peuple, la démocratie parlementaire, comme en Angleterre et en France, où le pouvoir est concentré entre les mains du parlement élu par le peuple et où le gouvernement dépend de la majorité de ce parlement, et enfin la démocratie de référendum comme en Suisse où certains problèmes sont tranchés par le parlement ou le gouvernement, d'autres directement par le peuple au moyen de consultations populaires.

La doctrine de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire a joué un rôle énorme dans le développement de la démo-

cratie. En Amérique, cette séparation des pouvoirs s'exerce logiquement entre le président et le congrès ; en démocratie parlementaire l'exécutif appartient toujours ou gouvernement, bien que celui-ci dépende du corps législatif. En Suisse, la position du gouvernement comme celle du parlement est affaiblie par le droit de consultation directe du peuple. Tout l'édifice démocratique est une tentative de protection des droits du citoyen. Le développement social, économique et culturel a été laissé aux sphères privées, mais l'évolution moderne a provoqué un changement radical.

Les syndicats, de même que d'autres organisations, jouent aujourd'hui un rôle qui a amené l'Etat à intervenir et à prendre position. Le fascisme et le national-socialisme tirèrent les conséquences naturelles de cette évolution. Ils élargirent consciemment le cadre de l'Etat et parlèrent souvent de son caractère totalitaire. Le mot de constitution a été fréquemment remplacé par celui d'organisation du peuple (Volksordnung). Les organisations s'occupant de la vie sociale, économique et culturelle des peuples furent directement incorporées dans le secteur public. Le fascisme construisit l'Etat sur trois supports : l'administration, le parti et les corporations. Le national-socialisme parla des trois sdivisions de l'organisation du peuple : l'Etat, le parti, les groupements professionnels autonomes, le mot Etat correspondant en Allemagne à celui d'administration en Italie. Dans l'Etat fasciste une discussion s'engagea sur l'existence de l'autonomie des corporations, mais elles ne furent en réalité que les instruments de l'Etat tout puissant. Dans le régime national-socialiste il fut question d'autonomie administrative, mais on entendait seulement par là que les chefs des groupements professionnels devaient être choisis parmi leurs membres. En réalité, ils furent, à l'instar des employés de l'Etat, nommés par le gouvernement ou de hauts dignitaires tout puissants de ce même Etat.

L'évolution de la constitution libérale vers une organisation du peuple signifiait sans doute un progrès, toutefois, la concentration du pouvoir dans les mains du gouvernement ou de son chef, le monopole de la formation de l'opinion publique au profit d'un parti avaient pour conséquence une diminution de la liberté qui, à la longue, devait agir de façon négative. C'est pourquoi le problème actuel consiste à allier une organisation du peuple efficace avec les droits de l'individu, liberté, protection juridique, droit de suffrage.

L'édification d'un ordre social corporatif a donné à la corporation, et de ce fait aux groupes professionnels une reconnaissance officielle. Leur intégration dans l'Etat est la conséquence logique de leur reconnaissance officielle et ne signifie pas une subordination. Par exemple, les communes dans l'Etat démocratique sont officiellement reconnues par l'Etat, mais leurs droits sont déterminés conformément à la constitution et l'Etat ne peut exercer une contrainte à leur égard. Il reste toujours un domaine particulier qui est du ressort des Communes et de leurs organes sans ingérence de l'Etat. Dans l'Etat populaire de l'avenir les corporations doivent avoir la même position que les Communes, leurs droits seront déterminés et garantis par la constitution, elles deviendront de cette manière les nouveaux garants du droit de gestion populaire.

Il est naturel que les corporations, englobant tous les citoyens de l'Etat, forment la base de la nouvelle représentation populaire. L'appartenance à une corporation devra être obligatoire. Les ménagères devront appartenir aux associations de ménagères et seront considérées ainsi comme exerçant une profession particulière et égale en droits aux autres professions. Le

passage des circonscriptions électorales à base territoriale de la démocratie aux corporations d'un Etat populaire national ne signifie donc pas l'abrogation du suffrage universel, mais seulement un changement de ses formes.

Une représentation populaire qui aura été élue par les corporations sera le reflet du peuple dans toutes les manifestations de son travail. La représentation populaire corporative garantit le droit des minorités beaucoup mieux qu'on ne peut le faire en démocratie car elle sera constituée par le rassemblement de nombreux petits groupes et le rôle du gouvernement consistera à provoquer une collaboration des dits groupes afin d'obtenir une majorité efficace. Ici la collaboration est nécessairement le principe fondamental.

Afin de pouvoir organiser une telle collaboration, le gouvernement ne doit pas dépendre des groupes de la représentation populaire, il doit être au-dessus de ces groupes pour jouer le rôle d'arbitre. La solution naturelle de ce problème réside dans les consultations populaires. Périodiquement, celles-ci décideront si le gouvernement possède encore la confiance de la majorité. Le gouvernement se voit-il refuser cette confiance, le chef de l'Etat, monarque ou président, a le devoir d'appeler un représentant de la nouvelle majorité en vue de former un nouveau gouvernement. Si ce dernier ne parvenait à trouver une majorité au sein de la représentation populaire, il faudrait recourir au référendum. Dans le but de ne pas affaiblir l'autorité nécessaire du gouvernement, la périodicité des consultations populaires ne doit pas être trop fréquente. L'Etat populaire national donnera naissance, grâce à ce système, à un gouvernement fort et à une représentation populaire efficace, assurant la liberté, la protection juridique et le droit de suffrage des individus.

(A suivre) PER ENGDAHL.

Adieu à Paul Marion

Paul Marion vient de mourir.

Bien qu'il fût l'un des hommes politiques les plus doués de notre génération sa vie n'aura été qu'une longue suite d'échecs.

S'il avait des adversaires je ne lui connaissais pas d'ennemis. Ou alors ces ennemis étaient trop méprisables pour qu'en dépit de leur apparente réussite, leur opinion pût compter.

Marion et moi nous nous connaissions depuis trente ans.

A la suite d'une crise de conscience, je venais de quitter le parti socialiste pour le parti communiste où je devais faire — pour ma plus grande édification — une cure qui devait durer quatre ans.

C'était à Lyon, en 1924 : au Congrès National du Parti Communiste au cours duquel Souvarine annonça la mort de Lénine.

Congrès fortement marqué par la révélation du talent de trois jeunes hommes : Marion, Chasseigne, Gaillard, dont les interventions follement acclamées soulignaient l'originalité toute neuve du Parti Communiste et, pour la première fois, faisaient de la rupture qui s'était produite à Tours avec la Social-Démocratie, une réalité vivante.

Tous les trois devaient suivre sensiblement la même route, deux d'entre eux sont morts.

Marion était la bohême même. Il vivait au 120 de la rue Lafayette (siège du parti) dont il ne sortait que pour faire réunions et conférences.

Gouailleur, n'épargnant personne de ses railleries, il s'y livrait avec une telle gentillesse qu'il était impossible de lui en faire grief.

Envoyé à Moscou pour suivre des cours qui devaient faire de lui un des dirigeants de la 3° internationale il en revint bien décidé à rompre avec les Soviets. C'est à ce moment que je le retrouvai.

J'avais depuis longtemps quitté le Parti Communiste. J'ai eu entre les mains les preuves des tentatives multiples faites par les dirigeants communistes pour, en dépit de son opposition (on disait alors ses divergences de vue) le conserver parmi eux.

Marion dont les difficultés matérielles apparaissaient comme difficilement surmontables ne se laissa pas entamer.

Plusieurs fois au cours de sa carrière politique il devait faire preuve de la même intransigeance. Il y eut chaque fois du mérite.

Après avoir éliminé de « Monde » toute influence communiste, j'y avais accueilli Rossi et Lamat. Ils devaient faire carrière par la suite et ne sont plus connus aujourd'hui que sous leur pseudonyme de l'époque.

Marion n'acceptant pas d'écrire sous un autre nom que le sien (il fallait bien cependant ménager certaine partie des lecteurs) refusa absolument de se joindre à eux.

Et c'est à « Monde » où il venait souvent, qu'il devait connaître Louis Vallon et nouer avec lui des liens d'amitié qui, même aux jours des pires épreuves, ne se sont jamais relâchés.

Peu de temps après la parution de son livre : « Deux Russies » il donnait sur mes instances, son adhésion au Parti Socialiste, et devait très rapidement devenir le confident de Compère-Morel.

Mal à son aise dans la S.F.I.O. où les discussions interminables des sections l'excédaient, il fut un des éléments de base du mouvement néo-socialiste qui donna naissance au Parti Socialiste de France.

Peu de gens savent que Marquet dans son fameux discours de la Mutualité où il devait épouvanter Blum (ordre, autorité, nation), ne faisait que reprendre presque mot pour mot les thèses présentées par Marion dans une brochure parue la veille du Congrès sous ce même titre.

Correspondant du « Peuple » le quotidien du Parti Ouvrier Belge ou Rossi et moi l'avions introduit, rédacteur au « Quotidien » du sénateur Hennessy et au « Temps Nouveaux » de Jean Luchaire. Marion connaissait alors une période de prospérité qui ne devait pas durer.

Le Parti Socialiste de France, contre lequel je l'avais mis en garde, n'était guère autre chose, dès son origine ou presque, qu'un quelconque parti républicain-socialiste. Là encore Marion ne se sentait pas dans son élément. Au lendemain des élections de 1936 (candidat dans le 20°, il s'était désisté en faveur des Communistes qui l'avaient distancé au premier tour alors que le candidat socialiste se maintenait, ce qui lui valait d'être exclu) il devait en compagnie de Doriot, participer à la création du P.P.F.

Cette politique de rassemblement préconisée par Doriot, et dont il n'est pas niable qu'elle était juste, n'avait, selon moi, chance de réussir que si elle se faisait au sein du Parti Socialiste où bouillonnait une jeunesse ne demandant qu'à se laisser conquérir.

Je multipliais en vain mes efforts auprès de Doriot comme auprès de Bergery. Il est possible (comme il m'a été dit) que l'un et l'autre aient attendu des ouvertures que Blum, pris tout entier par son rêve de reconstruire l'unité socialiste et de refaire l'œuvre de Jaurès détruite, se refusait systématiquement à leur faire.

Je n'eus de succès qu'auprès des Trotskystes et du Parti Ouvrier et Paysan, le petit parti de Paul Louis.

Ce n'était pas très réussi.

Plus que l'exercice du pouvoir il fallut la guerre et quatre années de détention pour donner à Blum de comprendre ce qu'était la véritable politique communiste, pour découvrir ce que devait être le rôle réel du socialisme et pour se voir, quand il l'eût dit, désavoué par son propre parti.

Marion, contre l'avis de son directeur Wousters, avait abandonné sa collaboration au « Peuple » à laquelle il n'avait plus droit « puisqu'il n'était plus membre de la 2e Internationale. Entre temps le « Quotidien » avait fermé ses portes et les « Temps Nouveaux » fait faillite. Il ne lui restait que ses articles donnés à « La Liberté » le journal des P.P.F. dont l'existence devait être brève. Et comme le passage de Marion au P.P.F. ne devait pas durer beaucoup plus longtemps, ce fut à nouveau la période des vaches maigres.

Et puis ce fut la guerre.

Je devais le retrouver le jour où, prisonnier libéré, il rentrait à Paris. Il partait le même soir pour Vichy où il allait devenir secrétaire général, puis secrétaire, à « L'Information ».

Pendant quatre ans, sans qu'aucune collaboration officielle ou officieuse s'établisse entre nous, nos rapports gardèrent leur cordiale amitié.

Il aimait me parler, j'aimais l'entendre.

J'avais reçu ses confidences comme j'ai connu ses craintes, partagé chacune de ses désillusions.

Chaque coup que recevait la France l'atteignait, porté soit par les alliés, soit par l'occupant.

Il n'est pas de services, petits ou grands, qu'il se soit refusé à rendre.

Nous parlions des amis disparus, des éloignés.

C'est par lui que j'appris que Vallon était prisonnier. Il s'employait à lui faire rendre sa liberté.

Et comme je l'interrogeais quelques semaines plus tard :

— Il a été libéré. Il est à Londres.

Il me disait sans amertume, en souriant. Comme s'il s'agissait d'une bonne farce.

Une autre fois — c'était en 1944 — à propos d'un membre de son cabinet (aujourd'hui chef de je ne sais trop quel service de la Radio-Télévision Française, il n'est pas utile de citer son nom) dont je lui demandais des nouvelles :

— Je ne sais pas, il s'occupe, il fait de la résistance dans l'arrière salle d'un bistro vichyssois.

Cela l'amusait énormément.

A la libération il m'avait dit son désir de ne pas quitter la France. Comme tant d'autres il n'est parti que contraint et forcé.

Ses épreuves par la suite furent ce qu'on sait.

Le temps viendra d'en parler.

Il a servi toute sa vie.

Et ses étiquettes politiques diverses n'ont été que contradictions apparentes.

Elles visaient au même but.

Il pressentait la conjoncture politique et la devançait.

C'est le drame de sa vie.

Francis DESPHELIPPON.

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

A l'occasion de l'article de « **Défense de l'Occident.** » dans lequel nous rapportions les manifestations qui ont commémoré le souvenir du 6 février 1934, nous recevons d'un de nos meilleurs camarades la lettre suivante, que nous nous sommes permis de faire suivre de quelques commentaires.

Pour se prémunir contre la servitude russe, pour se libérer de la tutelle américaine, ce qui manque à l'Europe, c'est le sens de son unité.

Or il n'y aura jamais d'Europe unie tant que subsistera une France divisée.

Seule l'union de la France forgera de façon indissoluble l'unité de l'Europe.

C'est dire que mon concours est acquis à tous ceux qui, s'élevant au-dessus des luttes de ces dernières années — pour aussi sanguinaires qu'elles aient été — œuvreront en faveur de cette union.

L'intellectuel Brossolette mort sous l'occupation, était mon ami, comme l'était le payson Desnots assassiné à la libération.

J'avais pour eux une identique estime.

C'est autour de leur souvenir que devrait pouvoir se faire le rassemblement qui perpétuerait la France en donnant ses chances à l'Europe.

Il ne peut y avoir d'union valable, donc durable, sans le consentement populaire.

Si l'affluence était grande le 6 février à la Concorde, elle l'était bien davantage encore le 12 février à la Nation.

La légitime colère des participants au 6 février, s'élevant contre les scandales qui déshonoraient l'Etat, n'était pas mise en cause par les manifestants du 12 février.

Ils faisaient l'étalage public de leur force pour faire la preuve qu'ils n'accepteraient pas, sous prétexte de réclamer la punition des coupables, qu'il soit touché à leurs libertés.

Il ne suffit pas de parler du peuple pour conquérir le peuple.

Il ne suffit pas de parler des ouvriers pour les avoir avec soi.

Pour se faire entendre des ouvriers il faut les comprendre. On ne peut les comprendre qu si l'on vit leur vie et partage leur existence.

Au cours de ces dernières années les ouvriers ont redécouvert la Nation dont seuls des mots les avaient éloignés.

Il est moins sûr que les nationalistes, eux, aient découvert la classe ouvrière.

Il y a dix ans dans « Révolution Nationale » — le seul hebdomadaire qui, sous l'occupation, ait écrit des choses utiles — le socialiste Zoretti et le nationaliste Brasillach, se découvraient mutuellement et, rapprochement en rapprochement, finissaient par s'identifier l'un à l'autre. En reprenant et en publiant leurs articles « Défense de l'Occident » donnerait une leçon, en même temps qu'il ferait œuvre utile.

Francis DESPHELIPPON.

Il n'est pas besoin, semble-t-il, de rappeler pourquoi le 6 février est pour nous un anniversaire doublement émouvant. Il commémore le souvenir des Français de toutes les classes sociales qui ont été tués sur la place de la Concorde en réclamant la propreté et la justice, qui ne sont pas le bien d'un parti, mais celui de toute la nation. Il commémore aussi le matin où fut assassiné Robert Brasillach, en souvenir de cette journée. C'est le sang versé le 6 février 1934 et le 6 février 1945 que nos camarades saluent chaque année.

Nous ne pensons pas jeter un blâme, en commémorant cette journée, sur ceux de nos camarades qui firent partie du cortège qui, six jours plus tard, défila place de la Nation. Les deux cortèges de cette semaine tragique se sont inscrits dans notre histoire, mais ils ont été tous les deux brisés par la guerre et par les drames qui l'ont accompagnée. Nous ne voulons pas les voir se reformer l'un contre l'autre. C'est pour que les hommes du 12 février viennent se mêler fraternellement aux hommes du 6 février que nous cherchons à créer une base qui leur soit commune et qui soit leur œuvre aux uns et aux autres. L'expérience dramatique de la guerre nous a appris à nous connaître mieux. Qu'elle nous apprenne aussi à éviter les divisions et les rancunes qui n'ont servi que les politiciens et les fripouilles et qui n'ont apporté au peuple que les malheurs et la spoliation.

● ● ●

Par suite de l'abondance des matières, nous avons été obligés de reporter à notre prochain numéro la publication des lettres de lecteurs qui nous ont été écrites pour commenter la communication envoyée à *Défense de l'Occident* par M. Norman A. Thompson, et notamment la réponse qu'a bien voulu nous adresser M. le Professeur Frédéric Soddy, Prix Nobel, qui paraîtra dans notre prochain numéro.

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 1er trimestre 1954.